

Zehnte Sitzung – Dixième séance

Dienstag, 19. Juni 1990, Vormittag
Mardi 19 juin 1990, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Caveltz

89.041

Neue Finanzordnung Nouveau régime financier

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 419 hiervor – Voir page 419 ci-devant

Mme Jaggi: Ainsi le veut notre système de gestion des finances fédérales! De régime provisoire en système limité dans le temps, la Confédération doit gérer comme elle le peut une situation qui n'a jamais été durablement claire puisque, depuis la dernière guerre mondiale, plus précisément entre 1950 et 1981, on ne recense pas moins de onze votations sur le régime des finances fédérales. Sur ces onze votations, les cantons ont dit six fois «oui» et cinq fois «non». Le score peut sembler positif, mais l'apparence est trompeuse dans la mesure où les «oui» n'ont pas été des «oui» à des innovations, mais bien à des prorogations ou à des régimes strictement limités dans le temps, et les «non» ont toujours été des «non» à des changements.

C'est dire qu'on a peu d'espoir qu'une proposition de changement puisse cette fois passer le cap, étant donné qu'on a encore, cinglant dans les oreilles, le double échec de la TVA qu'on avait resservie en mai 1979 comme un plat qui n'avait pas eu le temps de refroidir depuis juin, deux ans plus tôt. Et pourtant, malgré ces petits «oui» à des simples prorogations, à des *statu quo*, malgré ces «non» assez systématiques à des changements, malgré cette non-volonté de changement affirmée à plusieurs reprises par le corps électoral, et pour des raisons que l'on peut comprendre, je prends le pari d'une réforme digne de ce nom qui aurait cette fois quelque chance de passer.

Le pari, c'est celui de la construction d'un système des finances fédérales cohérent, après une succession de compromis boiteux, insatisfaisants sur le plan de la technique financière, du rendement des finances fédérales, sur le plan économique et surtout social. Nous devons et avons le temps de prendre ce pari, puisque l'échéance est raisonnablement proche ou, si l'on préfère, suffisamment lointaine pour y parvenir dans le délai voulu. C'est le 1er janvier 1995 que doit impérativement entrer en vigueur un nouveau régime, à moins qu'une fois de plus l'on ne prévoie le *statu quo*, certes meilleur qu'une mauvaise réforme.

D'ici là, le peuple et les cantons devront se prononcer et, ne l'oublions pas, nous devons nous rapprocher de la Communauté européenne, sous une forme ou sous une autre, rapprochement que je souhaite aussi clair que possible. En Suisse, il est vrai, nous avons le goût des demi-solutions, des moitié-moitié – non seulement dans la recette de quelque mets célèbre – et nous voulons nous rapprocher de la Communauté européenne en nous fondant dans l'Espace économique européen qui présente le désavantage de combiner les contraintes de l'adhésion à l'absence du principe de codécision. De

même, dans le domaine des finances fédérales, nous voulons un nouveau régime de la fiscalité indirecte notamment, mais nous gardons l'icha que nous disons améliorer. Nous ne faisons en fait qu'une réforme hybride, ravalant la façade d'un système vieilli, et le tout même pas conforme au système européen, alors que nous nous rapprochons par ailleurs de cette même Communauté.

L'échéance du 1er janvier 1995 coïncidant avec celle de l'Europe nous donne non seulement l'occasion, mais la chance et la nécessité d'aller plus loin dans le sens indiqué par les partis gouvernementaux qui se sont entendus, au début de cette année, sur les termes d'une plate-forme que nombreux membres des partis bourgeois en particulier semblent avoir oubliés depuis lors en ce qui concerne le régime des finances fédérales et les ressources de la Confédération.

Tout plaide en faveur d'une véritable réforme: les raisons de technique financière tout d'abord. Ce n'est pas un hasard si à deux ou trois exceptions près, dont la Suisse, tous les pays industrialisés ont adopté la taxe à la valeur ajoutée et une taxation à la consommation fractionnée aux diverses échelles de la production et de la commercialisation. Le système de taxation à échelons est incontestablement supérieur, du point de vue de la technique financière et de l'équité en matière de fiscalité indirecte, à l'icha le plus raffiné qui correspond à une structure de la consommation depuis longtemps dépassée. En effet, l'acquisition de marchandises, de biens matériels frappés par l'icha pour autant qu'ils ne soient pas inscrits sur l'actuelle liste franche, tient une place qui progressivement diminue dans les dépenses des ménages où elle ne représente plus actuellement que 30 pour cent au mieux. C'est bien la moindre des choses qu'un système de taxation indirecte corresponde à la structure de la consommation qu'elle veut frapper.

En outre, la TVA est supérieure du point de vue du rendement, sans problème économique du côté taxe occulte. Je suis de ceux qui pensent – et ils sont nombreux – que toute fiscalité indirecte n'est pas forcément et *a priori* antisociale, et elle est aménageable comme telle, elle est équitable quand elle est générale et, surtout, elle est aménageable quant à ses mesures d'accompagnement.

Les mesures d'accompagnement constituent le troisième point de cette réforme. La fiscalité directe doit être adaptée et diminuée de manière appréciable, surtout en ce qui concerne l'impôt fédéral direct. Cela compenserait l'introduction de la TVA qui ne connaît pas de liste franche, mais seulement des taux mineurs. L'actuel rendement de 500 millions ne frappe pas les consommateurs, mais dans le futur les consommateurs aux revenus les plus modestes seraient touchés, ceux-là mêmes qui consomment principalement des biens de première nécessité, exonérés pour le moment.

Quatrième point: le rendement supérieur de la TVA est indispensable pour financer de grands projets fédéraux dont le financement est encore incertain. Je ne fais pas allusion ici à l'AVS que d'aucuns veulent financer par le biais de la fiscalité indirecte – ce qui ne me choque pas du tout – mais à d'autres grands problèmes mais ou non résolus sur le plan financier, soit l'assurance-maladie, la solidarité européenne et le développement ou la restructuration du réseau ferroviaire suisse.

En ce qui concerne la TVA, on est d'accord avec le Conseil fédéral qu'elle est inacceptable telle quelle, pour elle-même. Si elle est isolée de son contexte, si elle n'est présentée que pour elle-même (dans l'état actuel de la discussion, il y a fort à parier qu'on ne cherchera pas de mesures d'accompagnement indispensables), elle restera inacceptable. Actuellement, elle est accompagnée en tout et pour tout par la réforme du droit de timbre, sans les mesures compensatoires promises par les bénéficiaires de cette réforme et des allègements y relatifs.

En revanche, si la TVA prend place dans une réforme globale, avec une redistribution des cartes fiscales fédérales, elle peut être expliquée et acceptée. Evidemment, cela signifie qu'elle est adoptée dans son principe et qu'on ne se soumet pas à la volonté de telle ou telle corporation dans la construction d'un système cohérent de fiscalité indirecte. Si on envisage sérieusement de respecter les demandes des coiffeurs et des cafetiers, il n'y a alors pas de raison de taxer les entreprises

générales de construction, ni davantage les brevets et encore moins les prestations en matière de publicité.

Si nous, parlementaires fédéraux, nous nous lançons dans la prise en compte des intérêts corporatifs, nous sommes perdus parce que nous donnons l'exemple que l'on n'attend pas de nous, celui de ceux qui pensent «catégorie», alors que nous ne sommes pas une chambre des métiers, encore moins un conseil économique et social, mais bel et bien un Parlement soucieux de l'intérêt général qui demeure notre préoccupation. La défense des intérêts catégoriels relève du domaine extra-parlementaire. Elle est assez forte et du ressort des groupes de pression qui sont, eux, spécialisés dans la défense des particularités et des privilèges plus ou moins prononcés. Ce n'est pas notre mission, ici, comme parlementaires. Nous ne devons pas, en confondant les rôles et en tentant de sauver ce qui ne peut l'être, faire capoter un projet global et ainsi nous priver de toute chance de remplir notre mission qui est de doter la Confédération d'un régime financier qui se tienne et qui soit acceptable par les citoyens en leur double qualité de contribuables et de consommateurs.

A mon sens, le projet de la majorité de notre commission, en ce qui concerne la fiscalité indirecte, se tient et il doit prendre tout son sens par des mesures d'accompagnement sur le plan de l'impôt fédéral direct et de la politique sociale et européenne de la Confédération.

Bundesrat Stich: Gestern ist vor allem von der Geschichte und von der Europatauglichkeit die Rede gewesen. Interessanterweise ist nie davon die Rede gewesen, welche Anforderungen an ein genügendes oder an ein gutes Steuersystem zu stellen sind. Die Frage ist nicht berührt worden, obwohl wir heute davorstehen, eine neue Finanzordnung zu machen.

Vorerst noch ein Wort zur Geschichte. Wenn man zurückschaut – das ist gestern getan worden –, stellt man fest: Wenn man nicht nur die Verfassungsvorlagen zählt, sondern alle Geschäfte, die in den letzten 40 Jahren mit Einnahmen des Bundes oder Einnahmenverteilung des Bundes zur Diskussion gestanden sind, kommt man auf ungefähr 40. Das heisst, im Prinzip haben wir uns seit dem Zweiten Weltkrieg immer und immer wieder – oder dauernd – mit Finanzvorlagen beschäftigt. Das ist offenbar des Schweizlers grösstes Hobby, das er nicht lassen kann, nicht missen möchte, und deshalb geht er von einem Provisorium zum anderen, vermutlich auch, damit er sich die grundsätzlichen Entscheidungsfragen nicht stellen muss.

Es ist vielleicht noch beizufügen, dass nicht nur ein Bundesrat sich mit solchen Vorlagen beschäftigt hat, sondern viele Bundesräte. Der Herr Kommissionspräsident hat gestern alt Bundesrat Weber angeführt, der nach dem Scheitern der Vorlage zurückgetreten ist. Es hat andere Beispiele gegeben. Roger Bonvin hat das Departement gewechselt, nachdem seine Vorlage im Nationalrat in der Schlussabstimmung gescheitert ist. Georges-André Chevallaz hat das Departement gewechselt, nachdem zweimal die Mehrwertsteuer abgelehnt worden ist.

Dabei sollten wir nicht vergessen, dass unser Bundesstaat jetzt immerhin 142 Jahre alt geworden ist. Nächstes Jahr feiern wir die 700-Jahr-Feier, und wir stellen fest: Wir haben es in diesem Zeitraum nicht fertiggebracht, eine definitive Finanzordnung für die Eidgenossenschaft zu schaffen. Es ist ein seltsamer Kontrast, wenn man von Europatauglichkeit spricht. Sind wir in der Lage, die Probleme zu lösen?

Was sind die Voraussetzungen für eine gute Finanzordnung? Zum einen sollte sie sicherstellen, dass der Staat sich die Mittel beschaffen kann, die er zur Erfüllung seiner Aufgaben benötigt. Bei den letzten zwei grossen Revisionen hat das bedeutet, dass man eine neue Steuer einführen und mehr Steuern haben wollte, weil der Haushalt arg im Defizit war.

Für mich selber war deshalb klar, dass man eine Finanzordnung erst dann vor Volk und Stände bringen kann, wenn man wieder einen ausgeglichenen Haushalt hat. Das haben wir erreicht. Ich habe eigentlich angenommen, wir wären in der Lage, dieses Problem in diesem Jahr in beiden Räten zu erledigen, so dass man auch die Volksabstimmung noch dieses Jahr hätte durchbringen können. Das ist offensichtlich nicht der Fall. Nächstes Jahr sind nicht nur 700 Jahre Eidgenossen-

schaft, sondern auch Nationalratswahlen. Deshalb kann man wohl davon ausgehen, dass nun der Zweitrat zur Behandlung dieses Geschäftes mindestens so lange braucht wie der Erst- rat. Dann sind die 700-Jahr-Feiern vorbei, die Nationalratswahlen auch, und die Finanzordnung vermutlich auch.

Das ist die ernüchternde Ausgangslage. Damit verbessern sich die Chancen für eine Neuordnung nicht; denn ich habe Ihnen letzte Woche dargelegt, wie die Finanzplanung aussieht, welche Anstrengungen wir unternehmen müssen, damit wir im nächsten Jahr wieder zu einem ausgeglichenen Haushalt kommen.

Zweitens sollte eine vernünftige Finanzordnung die Finanzierung sicherstellen, d. h. die Steuern dürften nicht befristet sein, denn die Ausgaben sind auch nicht befristet. Hier sollte man ein Gleichgewicht halten. Zudem sollte eine Steuerordnung auch flexibel sein, d. h. man sollte die Steuersätze allenfalls anpassen können, durch das Parlament, durch eine Gesetzesänderung und nicht gerade nur auf allerhöchster Stufe, durch eine Verfassungsänderung; denn das bedeutet in jedem Fall mehrere Jahre Arbeit. Man kann also nicht rechtzeitig auf neue Anforderungen reagieren. Und neue Anforderungen kommen mit Sicherheit.

Dann sollte eine Finanzordnung auch ausgewogen sein: ausgewogen zwischen Einkommens- und Verbrauchssteuern.

In der Schweiz haben wir beim Bund ein System mit etwa 70 Prozent direkten und nur etwa 30 Prozent indirekten Steuern. Viele Leute möchten das ganz gern ändern. Sie finden, das sei kein gutes System. Auf der anderen Seite kann man festhalten, dass es der Schweiz bei diesem System nicht schlecht gegangen ist; sie ist nicht schlecht gefahren, auch wenn wir – das ist wahrscheinlich auch ein Unikum in der Welt – institutionalisierte Steuerentlastungsgesetze haben. Bei der direkten Steuer kennen Sie es zur Genüge: Es ist die zweijährige Veranlagung. Der Steuerbetrag erfährt in der Inflation in aller Regel eine Wertverminderung, bis er bezahlt werden muss. Bei den indirekten Steuern haben wir das Gewichtszollsystem. Das bedeutet: Die Abgabe steigt nicht mit dem Wert der Ware, mit der Preisentwicklung, sondern ist auf Kilogramm, Tonnen und Liter fixiert; so wird die Steuer natürlich jedes Jahr tiefer. Das gibt es sonst nirgendwo in der Welt.

Eine Steuerordnung sollte nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit gerecht sein, sollte alle Bürger betreffen, sollte auch Gleichmässigkeit erreichen. Hinzu kommen andere wichtige Voraussetzungen: Die Finanz- und die Steuerpolitik sollten im Grunde genommen die übrige Politik unterstützen. Ich nehme als erstes die Konjunkturpolitik. Hier haben wir bis heute ein System, das auf der einen Seite einen grossen Mangel aufweist: die zweijährige Veranlagung. Auf der anderen Seite haben wir eine Warenumsatzsteuer, die die Investitionen belastet, die aber im Konjunkturaufschwung dazu führt, dass sie Mehreinnahmen bringt und damit den Mangel bei der direkten Steuer beseitigt.

Voraussetzung für eine solche Vorlage, für die Beseitigung der Taxe occulte, war im Prinzip auch die Aenderung der direkten Steuer, damit dieses Steuersystem wieder einigermaßen ausgewogen werden sollte. Das ist leider nicht der Fall. Dann sollte die Steuerbelastung auch angepasst werden können; sie sollte elastisch sein. Ich habe davon gesprochen. Die Steuerordnung sollte auch die Kapitalbildung nicht behindern, und sie sollte im Grunde genommen auch Lenkungssteuern erlauben. Das ist heute noch nicht der Fall.

Das sind im wesentlichen die Ueberlegungen gewesen, die wir uns am Ausgangspunkt gemacht haben. Wir hatten noch eine Voraussetzung zu erfüllen, eine alte Hypothek, eine Motion beider Räte aus dem Jahre 1981 in bezug auf die Beseitigung der Taxe occulte, weil man generell gesagt hat, diese Taxe occulte sei wettbewerbsverzerrend und hinderlich im Verkehr mit dem Ausland. Das ist eine Vorstellung, die weit verbreitet ist, aber mit der Realität hat sie offensichtlich nicht sehr viel gemeinsam. Denn wenn wir sehen, wie die Kapitalbildung in verschiedenen Ländern erfolgt, stellen wir fest – ich habe hier die Zahlen von 1976 bis 1986 –, dass Japan mit 27,8 Prozent des Bruttoinlandsproduktes das Land mit der höchsten Kapitalbildung ist. Japan hatte damals keine Mehrwertsteuer. Die Schweiz kommt an zweiter Stelle mit 24,3 Prozent, die

BRD mit 19,5, Frankreich mit 18,8 Prozent. Sie sehen: Die Realitäten sind manchmal etwas anders, als man sich das so leicht hin vorstellt oder als man es gerne hätte.

Konkret haben wir uns dann darangemacht, ein Steuersystem vorzuschlagen, das keine Mehreinnahmen ermöglicht, sondern an sich haushaltneutral ist. Das war eine Bedingung. Wir wollten also nicht einen Vorschlag mit Mehreinnahmen machen. Weniger Einnahmen könnten wir uns auch nicht leisten. Wir haben auch versucht, daran zu denken, dass eine Mehrheit zustimmen muss. Bedingung für ein Steuersystem ist, dass es wettbewerbsneutral ist, dass es also nicht zu Wettbewerbsverzerrungen führt, dass es nicht zu Abwanderungen führt. Deshalb haben wir Ihnen bekanntlich bei den Stempelabgaben vorgeschlagen, dass dort einiges geändert werden soll. Sie sind uns allerdings in dieser Hinsicht nicht ganz gefolgt. Das heisst, dort, wo wir Entlastungen vorgeschlagen haben, sind Sie uns gefolgt, aber dort, wo wir eine Kompensation haben wollten, haben Sie anders entschieden.

Nun muss man sich überlegen: Wie kann man eine Ordnung schaffen, die akzeptiert wird? Für Sie ist die Europatauglichkeit wichtig; für uns auch. Aber wir sind überzeugt, dass mit dem Vorschlag, den der Bundesrat gemacht hat, am ehesten eine Lösung gefunden werden kann. Der Bundesrat findet es nicht sinnvoll, eine Volksabstimmung durchzuführen über das Thema «Netto-Allphasenumsatzsteuer mit Vorsteuerabzug» oder «Einphasensteuer mit Steuerbefreiung der Grossisten». Das ist die konkrete Fragestellung, wenn Sie über die Mehrwertsteuer entscheiden wollen.

Das ist aber wahrscheinlich nie das, was den Stimmbürger und den Bürger letztlich interessiert. Deshalb sind wir der Auffassung, Sie sollten sich darauf konzentrieren und sagen, wer heute neu oder anders belastet werden soll durch eine neue Steuerordnung. Ein Systemwechsel auf dem Wege der Gesetzgebung wäre nach dem Vorschlag des Bundesrates ohne weiteres möglich.

Die Botschaft des Bundesrates beinhaltet auch die Besteuerung der Energie – dort besteht in den Augen vieler ein Mangel –, und zwar nicht nur beim Konsumenten, sondern auch in der Industrie. Man kann sagen, damit werde eine neue Taxe occulte geschaffen; es wäre aber eine Taxe occulte, die die Industrie im Umfang von nicht ganz 300 Millionen belastet, bei einer Entlastung bei der bestehenden Taxe occulte – je nachdem, wie weit Sie sie fassen – von vielleicht eineinhalb bis zwei Milliarden! Das ist trotz allem eine gute Entlastung der Industrie. Wenn man solche Ausfälle decken will, muss man Leute finden, die bereit sind, diese 1,5 Milliarden zu bezahlen. Man muss – wenn es nach Ihnen geht – Leute finden, die die Ausfälle bei den Stempelabgaben bezahlen. Nach Ihrem Antrag sind das 400 Millionen, nach der Kommission des Nationalrates 300 Millionen. Wenn wir aber an die Europatauglichkeit und die Zukunft denken, müssen wir davon ausgehen, dass die Syndizierungsvorschriften der Nationalbank wegfallen, dass man also Anleihen in Schweizerfranken auch im Ausland begeben kann. Das bedeutet noch einmal Steuerausfälle im Umfang von 200 Millionen. Das muss man heute ganz nüchtern sehen, und es bleibt die Frage, wer das bezahlen soll.

Der Bundesrat hat darauf verzichtet, die Freiliste aufzuheben, mit Ausnahme der Energie, weil er fand, das wäre ein zu grosser Schritt, eine zu einseitige Belastung. Letztlich ist das mit ein Grund, weshalb der Bundesrat findet, man müsse dem einfachen Bürger auch etwas bieten. Dem einfachen Bürger etwas bieten kann man, wenn man ihm glaubhaft darlegt, dass man seine Altersvorsorge auf die Dauer sichert. Deshalb haben wir, um einen gewissen sozialen Ausgleich zu schaffen, diese Möglichkeit eingebaut, damit man – wenn es aus demographischen Gründen notwendig werden wird – zur Sicherung der Renten einen Zuschlag zur Umsatzsteuer erheben könnte. Das war die Überlegung: Hier etwas zu bieten, weil diese Vorlage nicht sehr viel bietet für den kleinen Mann oder die kleine Frau, die mit wenig Einkommen auskommen müssen.

Deshalb auch ist es nicht sinnvoll, wenn man heute davon spricht, die direkte Bundessteuer abzuschaffen – ob für die natürlichen oder für die juristischen Personen oder für beide, spielt an sich keine Rolle. Die direkte Bundessteuer hat heute vor allem die Funktion des Finanzausgleichs. Sie hat auch die

Funktion, für eine gewisse Harmonisierung in der Schweiz zu sorgen.

Vor allem aber ist es eine Illusion, zu glauben, man könne die Leute entlasten, wenn man die direkte Bundessteuer abschafft. Damit entlastet man schon, aber nicht die Leute mit kleinen Einkommen, diejenigen, die prozentual am meisten betroffen sind durch eine Verbrauchsbesteuerung. Das könnte nur getan werden, wenn die Kantone ihre Steuerbeträge und ihre Steuersätze senken würden. Die Kantone besteuern die kleinen Einkommen stark, der Bund nicht. Deshalb ist dieser Vorschlag nicht tauglich, um eine solche Vorlage durchzubringen.

Sie dürfen nicht vergessen: In der Schweiz fallen bei der direkten Bundessteuer immerhin eine Million Steuerpflichtige aus der Steuerpflicht, weil sie ein zu tiefes Einkommen haben. Diese Million Steuerpflichtige wird durch eine indirekte Steuer sicher belastet, aber sie wird nicht entlastet, wenn Sie die direkte Bundessteuer abschaffen. Darüber müsste man mit den Kantonen diskutieren. Deshalb habe ich auch in der Kommission immer die Meinung vertreten, schon wenn man die Mehrwertsteuer einführen möchte, müsste die Kommission die Vorlage an den Bundesrat zurückweisen, damit man sich die ganze Problematik noch einmal überlegen und Ausgleichsmechanismen mit den Kantonen finden kann. Das ist meines Erachtens fast zwingend.

Die Vorlage hat in dieser Hinsicht den Vorteil, dass sie eine gewisse Flexibilität aufweist, dass man ein stufenweises Vorgehen wählen kann. Mit dem direkten Übergang zur Mehrwertsteuer, den Ihre Kommission mit 7 zu 6 Stimmen beschlossen hat, ist diese Flexibilität nicht gegeben. Im gleichen Verhältnis ist entschieden worden, die Mehrwertsteuer zu begrenzen, sie nicht EG-konform zu machen.

Es ist gestern hier vertreten worden, man wolle eine helvetisierte Mehrwertsteuer schaffen, man wolle also Hoteliers, Gastgewerbe, Coiffeure und Reisebüros nicht besteuern. Glauben Sie, dass die Schweiz europatauglich ist, wenn sie eine andere Mehrwertsteuer wählt, eine Mehrwertsteuer, die im übrigen Europa niemand begreift?

Ganz abgesehen davon hat dieser Vorschlag der Mehrheit einen weiteren grossen Nachteil. Er gibt nicht das mindeste an Flexibilität, denn jetzt, nach Ihrer Vorlage, sind die Steuerobjekte definitiv definiert. Man könnte also nachher beispielsweise, die Coiffeure, das Gastgewerbe oder die Reisebüros nur mit einer neuen Verfassungsänderung dieser Steuer unterstellen. Das ist doch nicht sinnvoll.

Ich habe in der Kommission gesagt: Wenn Sie Ihre Europatauglichkeit beweisen wollen und wenn Sie wirklich daran glauben, dass wir eines Tages in die EG gehen, müssten Sie eigentlich die Höchstsätze aus der Verfassung nehmen, denn die EG schlägt Sätze von 4 bis 9 Prozent vor für das, was jetzt bei uns zu 1,9 Prozent besteuert werden soll. Für die übrigen Sätze, bei denen wir auch 6,2 Prozent haben, sieht die EG 14 bis 20 Prozent vor, aber harmonisiert ist es noch nicht. Die Steuersätze gehen heute teilweise darüber hinaus.

Wenn Sie wirklich europatauglich werden möchten, müssten Sie die Höchstsätze streichen und den Rest der Regierung überlassen.

Vor allem sollten Sie nicht ein System wählen, das uns so eng bindet, dass wir überhaupt keine Flexibilität haben, denn die Anforderungen werden steigen. Wir sollten auch nicht dazu kommen, dass wir, wenn die Arbeit fertig ist, gerade eine neue Vorlage zur Sanierung des Bundeshaushaltes ausarbeiten müssen. Dafür haben Sie mit Ihrer Variante alle Chancen.

Aber vielleicht ist das unser Stil. Vielleicht wollen wir das, was wir seit 1950 gemacht haben, auch die nächsten vierzig Jahre machen. Nur sollten wir das dann nicht mit Europatauglichkeit verwechseln. Das wäre ein Irrtum.

Wenn Sie hier etwas tun wollen, dann sagen Sie bitte ja zur ganzen Mehrwertsteuer, zu einer Netto-Allphasenumsatzsteuer mit Vorsteuerabzug gemäss den EG-Richtlinien. Das wäre dann mindestens in dieser Hinsicht konsequent. Das würde bedeuten, dass wir nur eine Verfassungsänderung vornehmen müssten für den Fall, dass wir tatsächlich unsere Steuern anpassen müssten. Das ist bis heute nicht der Fall. Das ist auch nicht der Fall, wenn wir dem EWR beitreten; wirk-

lich anpassen müssten wir bei einem EG-Beitritt. Aber vorher sind wir in dieser Hinsicht frei.

Ich muss vielleicht hier noch beifügen – es ist eigentlich selbstverständlich –: Die Umsatzsteuer wird korrigiert. Wir nehmen die Taxe occulte heraus, entsprechend Ihrem Auftrag von 1981. Wir verzichten auf einen Engros-Satz. Das System wird also damit noch einfacher und nicht wesentlich ungerechter. Das ist ja auch wichtig. Das zwingt uns dazu – das ist gestern auch vom Herrn Kommissionspräsidenten angeführt worden –, dass wir in Zukunft, welches System wir auch immer wählen, nicht mehr nur den Warenbezug, sondern auch die Dienstleistungen besteuern. Hier hat sich einfach eine Verschiebung ergeben. Ein Steuersystem, das nur Warenumsätze besteuert, ist zweifellos nicht mehr ein gerechtes System. Deshalb müssen hier die Änderungen gemacht werden.

Beim System des Bundesrates sind wir auch nicht konsequent gewesen. Wir haben nicht das Maximum gefordert. Wir wollen die Coiffeure, die Hotels, die Reisebüros nicht besteuern, auch den öffentlichen Verkehr, den Personenverkehr nicht. Dies nicht etwa deshalb, weil wir es als grundsätzlich falsch ansehen würden, sondern aus dem einfachen Grund, weil wir aus der Erfahrung gelernt haben und weil wir auch Befürchtungen haben, dass das Ergebnis der Bemühungen wieder negativ sein könnte.

Vom Bundesrat aus gesehen wäre es falsch, hier bei den Steuern die Frage nach der Europatauglichkeit zu stellen. Hier geht es nicht um ein Votum für oder gegen Europa, sondern um ganz andere Fragestellungen. Wenn die Schweiz einmal beitreten würde, wäre der Systemwechsel überhaupt keine Frage, dann müssten wir ihn automatisch in Kauf nehmen.

Stellen Sie sich nun aber vor, was passiert, wenn Sie jetzt eine «helvetisierte» Mehrwertsteuer vorschlagen. Im Ausland wird man das nicht als ein besonderes Zeichen der Europafreundlichkeit ansehen. Ueberlegen Sie sich auch, was passieren würde, wenn eine Vorlage mit einer Mehrwertsteuer verworfen würde. Das wäre noch schlimmer.

Deshalb sollte man hier bescheiden sein. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie den Vorschlägen des Bundesrates folgen würden. Es ist vermutlich der sicherste Weg, soweit es in der Finanzpolitik überhaupt sichere Wege geben kann.

Wenn Sie sich aber für eine Mehrwertsteuer entscheiden, entscheiden Sie sich bitte nicht für eine helvetisierte Mehrwertsteuer, sondern für eine umfassende Mehrwertsteuer, die diesen Namen auch verdient. Wenn Sie die Hotels und das Gastgewerbe nicht besteuern wollen, erreichen Sie nichts anderes als eine Mehrbeschäftigung der Steuerverwaltung. Das kann nicht der Sinn und Zweck einer Steuerordnung sein, die man Volk und Ständen zur Annahme oder Verwerfung vorlegen muss.

Kündig, Berichterstatter: Herr Bundesrat Stich hat den Ständerat eingeladen, auf die Vorlage des Bundesrates einzutreten. Wenn wir diesen Weg wählen wollten, müssten wir eine Rückweisung an die Kommission beschliessen, weil die Vorlage des Bundesrates im Detail von der Kommission nicht durchberaten worden ist. Es geht nicht an, dass wir die Fahne im Detail beraten und dabei hin und her schwanken; wenn schon, müssen wir dem System treu bleiben. In dem Sinne verstehe ich den Antrag von Herrn Stich als einen Rückweisungsantrag an die Kommission.

M. Ducret: M. Stich a répété à plusieurs reprises que, dans la commission, nous étions six contre sept pour l'entrée en matière mais, à la fin des travaux, nous étions unanimes, avec une seule abstention. Cela est incontestable. Ce conseil ne peut donc pas renvoyer à la commission ou au Conseil fédéral un texte sur lequel la commission était unanime. En outre, derrière nous il y a l'unanimité des Directeurs cantonaux des finances qui ne sont pas absolument incompétents en matière fiscale. Je vous ai entendu dire, Monsieur Stich, qu'il ne fallait pas toucher l'impôt fédéral direct, de peur de toucher les intérêts des cantons. Je vous remercie de votre bienveillance, mais je ne peux pas oublier que vous avez fait bien d'autres discours lorsque vous avez supprimé les parts cantonales aux droits sur l'alcool ou lorsque vous avez supprimé ces parts,

avec le parfait accord du Parlement, certes, sur le droit de timbre. Si les cantons avaient encore leurs parts sur le droit de timbre et l'alcool, ils pourraient facilement accepter une réduction d'un tiers de l'impôt fédéral direct. C'est vrai qu'aujourd'hui ils auraient de la peine. Mais je crois que c'est un mauvais argument. Les cantons sont aujourd'hui en faveur d'une TVA, pas d'une demi-TVA comme vous nous la proposez avec la modification de l'Icha, mais d'une vraie TVA.

Il ne faut donc pas renvoyer la discussion. La chance de notre organisation politique est qu'il y a deux conseils: le Conseil national et le Conseil des Etats. Tout le projet, tel que nous l'aurons voté, passera au Conseil national et nos collègues pourront alors modifier ce que nous avons fait, pourront revenir en arrière et nous aurons largement le temps d'en discuter. Nous avons terminé nos travaux en commission, les avis sont partagés, nous devons encore nous prononcer sur le détail. Je vous demande instamment de ne pas renvoyer à la commission, car elle a bouclé ses travaux à l'unanimité, un projet avec lequel, il est vrai, vous n'êtes pas d'accord.

Il est faux de présenter le résultat des travaux de la commission comme tout noir, et votre projet comme tout blanc. Dans ce monde d'humains, rien n'est tout blanc, rien n'est tout noir. Il faut faire la part des choses et dans ce pays nous avons toujours trouvé le moyen de nous entendre sur une situation médiane. Pour qu'elle soit possible, ne renvoyez rien, acceptez ce projet avec les amendements souhaités et que le Conseil national, ensuite, travaille sur le même sujet.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Bundesrat Stich: Ein Rückweisungsantrag hätte nur den Sinn, einmal zu sehen, wie im Ständerat die Meinung ist für den Übergang zur Mehrwertsteuer oder zu einem anderen System. Das wäre der einzige Sinn. Das Ergebnis kenne ich. Aber ob das Schweizervolk in der Volksabstimmung auch so «unanim» ist, Herr Ducret, das weiss ich nicht: In der Kommission habe ich festgestellt, dass die wichtigsten Entscheidungen mit Stichtentscheid des Präsidenten getroffen worden sind. Ich war einige Zeit im Parlament. Ich habe einige Finanzordnungen miterlebt.

Von mir aus gesehen braucht es keinen Rückweisungsantrag, sondern man müsste sich entscheiden, welches System man wählt. Im Prinzip sind die Diskussionen dieselben gewesen, ob sie nun eine Umsatzsteuer nach diesem System machen oder nach dem anderen. Das spielt keine so grosse Rolle.

Kündig, Berichterstatter: Ich sehe keinen anderen Weg. Der Text der Vorlage des Bundesrates ist nicht so durchberaten worden, dass wir jetzt auf ihn eintreten könnten. Also müssen wir, wenn wir uns für ein System entscheiden wollen, den Weg der Rückweisung wählen, damit die Kommission vom Ständerat den Auftrag bekommt, die Vorlage der Mehrwertsteuer zu verlassen und zur Umsatzsteuer gemäss Bundesrat überzugehen.

Jagmetti: Mir scheint, dass wir uns entscheiden könnten, auf welcher Grundlage wir die Beratungen führen. Damit hätten wir die Weichenstellung beschlossen. Wenn wir beschliessen, gemäss den Anträgen der Kommission zu beraten, haben wir eine Grundoption getroffen; wenn wir beschliessen, gemäss dem Antrag des Bundesrates zu beraten, haben wir die andere Grundoption getroffen.

Ich stelle Ihnen den Antrag – ich glaube, das ist nichts anderes als eine Bestätigung dessen, was die Kommission wünscht –, dass wir jetzt beschliessen, gestützt auf die Anträge der Kommission zu beraten. Damit haben wir eine Weichenstellung vorgenommen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Jagmetti

36 Stimmen
(Einstimmigkeit)

*Detaillierung – Discussion par articles***Titel und Ingress, Ziff. I Art. 36 Abs. 1, 2***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I art. 36 al. 1, 2*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 41ter***Antrag der Kommission**Abs. 1**Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Gautier, Flückiger, Kündig, Masoni, Uhlmann)

....

c. Bundessteuer. Die Befugnis zur Erhebung der direkten Bundessteuer ist bis Ende 2006 befristet.

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

.... höchstens 6,2 Prozent. (Rest des Absatzes streichen)

*Abs. 3bis (neu)**Mehrheit*

Sofern durch die demographische Entwicklung die Finanzierung der Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge nicht mehr gewährleistet ist, kann zu deren Sicherstellung mit einem dem Referendum unterstellten Bundesbeschluss der Steuersatz der Umsatzsteuer vorübergehend um höchstens 1,3 Prozentpunkte angehoben werden.

Minderheit

(Gautier, Kündig, Masoni, Uhlmann)

Streichen

*Abs. 4**Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Jagmetti, Jaggi, Weber)

....

c. Bestandteilen. Der Steuersatz ist abhängig von der Umweltbelastung. Der Gesetzgeber

Art. 41ter*Proposition de la commission**Al. 1**Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Gautier, Flückiger, Kündig, Masoni, Uhlmann)

....

c. direct. La compétence de lever l'impôt fédéral direct expire à la fin de 2006.

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

.... au plus à 6,2 pour cent. (Biffer le reste de l'alinéa)

*Al. 3bis (nouveau)**Majorité*

Dans la mesure où, en raison de l'évolution démographique, le financement de l'assurance-vieillesse et survivants et de l'assurance-invalidité n'est plus assuré, le taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires peut, pour le garantir, être relevé temporairement de 1,3 point au plus par un arrêté fédéral sujet au référendum.

Minorité

(Gautier, Kündig, Masoni, Uhlmann)

Biffer

*Al. 4**Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Jagmetti, Jaggi, Weber)

....

c. parties. Le taux dépend de l'impact sur l'environnement. Le législateur

Abs. 1 Bst. a, b – Al. 1 let. a, b

Kündig, Berichterstatter: Bei Absatz 1 Buchstabe a diskutierte die Kommission die Frage, ob anstelle des Begriffes «Umsatzsteuer» nicht der Begriff «Mehrwertsteuer» stehen müsste, um klar auszusagen, dass es sich bei der neuen Verfassungsvorlage um die Mehrwertsteuer handelt. Die Kommission konnte sich aber davon überzeugen, dass Umsatzsteuer ein Sammelbegriff ist, der sowohl die Einphasensteuer, die heutige Warenumsatzsteuer, beinhaltet als auch die Möglichkeit der Mehrphasensteuer. Sie beantragt deshalb keine Änderung. Zu Buchstabe b habe ich keine Bemerkung.

*Angenommen – Adopté**Abs. 1 Bst. c – Al. 1 let. c*

Kündig, Berichterstatter: Bei Litera c wurde in der Kommission ein Antrag auf Abschaffung der direkten Bundessteuer für natürliche Personen behandelt. Dieser Antrag wurde abgelehnt. Anstelle dieses Antrages finden Sie am Ende der Fahne eine Motion der Kommissionsminderheit.

Im zweiten Satz geht es um die Frage der Befristung der direkten Bundessteuer. Entgegen dem Eintretensvotum von Frau Weber, die aussagte, dass die gesamte Vorlage befristet werde, kommt hier nur der Grundsatz zum Ausdruck, dass die direkte Bundessteuer befristet werden soll. Damit will man sagen, dass es sich nicht um eine Steuer auf Dauer handeln soll, sondern dass man früher oder später eine saubere Trennung – dem Bund die indirekten und den Kantonen die direkten Steuern – realisieren möchte. Nach Ansicht der Kommissionsmehrheit wird der Bund niemals auf die direkte Bundessteuer verzichten können. Somit wäre es Zeit, dass diese Befristung aufgehoben wird, denn es wäre auch möglich, wenn diese Steuer in die Verfassung aufgenommen ist, die direkte Bundessteuer zu einem späteren Zeitpunkt auf dem Wege der Gesetzgebung aufzuheben.

Das Ausnützen der Verfassungsbestimmung ist nicht zwingend vorgegeben. Es ist deshalb nach Meinung der Mehrheit der Kommission nicht einzusehen, weshalb gerade eine einzige Steuergruppe mit dieser Befristung in Frage gestellt werden soll.

M. Gautier, porte-parole de la minorité: La proposition de la minorité vise à limiter dans le temps la compétence pour la Confédération de prélever un impôt direct. Elle ne demande que le maintien de cette limite dans le temps, qui existe depuis l'invention de l'impôt fédéral direct et que nous ne voyons aucune raison sérieuse de supprimer.

Notons que nous acceptons de renoncer à la limitation dans le temps de l'impôt fédéral de consommation, qui est devenu indispensable, comme nous l'avons vu lors du débat d'hier, à la suite de la perte d'une grande partie des recettes douanières consécutives aux divers accords de libre-échange. Il ne serait donc ni sérieux ni sage d'envisager, même à long terme, la possibilité de renoncer à l'impôt fédéral de consommation, surtout si celui-ci est modernisé sous la forme d'une taxe à la valeur ajoutée.

Il en va tout autrement de l'impôt fédéral direct. Celui-ci a de tout temps été considéré comme provisoire. Créé pendant la guerre de 1914 par le Conseil fédéral en vertu des pleins pouvoirs, sous le nom d'impôt de guerre, il a été prolongé à diver-

ses reprises entre les deux guerres sous le nom d'impôt de crise, puis pendant la dernière guerre par les pleins pouvoirs en impôt de défense nationale; depuis 1945 il a encore été prolongé, avec l'accord du souverain, finalement sous le titre d'impôt fédéral direct. Dans son essence cependant, cet impôt reste provisoire, ne serait-ce que parce qu'il empiète sur la souveraineté fiscale des cantons et s'avère par là antifédéraliste.

Il n'est pas possible aujourd'hui de le supprimer entièrement, sans compromettre gravement l'équilibre des finances fédérales et la péréquation intercantonale. On peut cependant, espérer qu'à moyen terme cela deviendra possible grâce au développement des autres sources de recettes de la Confédération, en particulier de la TVA qui, selon le projet de la commission, rapportera un demi-milliard de plus que l'Icha selon le Conseil fédéral.

Il serait donc absurde de bloquer l'avenir au-delà de 2006 en donnant une sorte de pérennité à l'impôt fédéral direct, au moment où diverses voix se font entendre pour le réduire. Je pense en particulier à la motion de M. Masoni mais aussi à une initiative du Parti des automobilistes.

Sur le plan de la politique référendaire, la suppression de la limite dans le temps serait déplorable. En effet, aux opposants à la TVA, on ajouterait les opposants à un impôt fédéral direct définitif; et ces opposants sont nombreux, en particulier dans les cantons. Et même dans ce conseil, je connais certains collègues qui, comme moi, auraient des hésitations sérieuses à voter le projet dans son ensemble si la limitation dans le temps de l'impôt fédéral direct était par malheur supprimée.

La limitation dans le temps a aussi l'avantage d'obliger, tous les dix à quinze ans, le Conseil fédéral à repenser la question au peuple, et cela est nécessaire même si c'est peu apprécié – et je le comprends – par le chef du Département fédéral des finances. Si l'actuel régime ne devait pas échoir en 1994, je suis persuadé que nous n'aurions pas eu aujourd'hui l'occasion de discuter de l'impôt sur le chiffre d'affaires et du passage à la TVA, ce qui aurait été très regrettable.

Du côté du peuple, il est aussi favorable que tous les dix à quinze ans le problème fiscal soit repensé. L'opinion publique a ainsi l'occasion de se rendre compte qu'elle ne peut pas toujours réclamer de nouvelles prestations de la Confédération sans lui fournir aussi les recettes fiscales correspondantes. Ce rendez-vous périodique entre gouvernants et gouvernés doit absolument être maintenu. Il permet à échéances fixes un échange d'idées fructueux entre le Conseil fédéral, le Parlement et le peuple.

Pour ces raisons je vous invite, en tant que Chambre des cantons, à défendre ces cantons, leur souveraineté fiscale, partant leur souveraineté tout court et, pour ce faire, à maintenir la limitation dans le temps de la compétence pour la Confédération de lever un impôt direct en acceptant la proposition de la minorité de la commission.

Küchler: Ich möchte mich für die Kommissionsmehrheit aussprechen, d. h. gegen eine Befristung.

Seit dem Zweiten Weltkrieg erhebt der Bund eine direkte Steuer, und seit den Kriegsjahren kennen wir auch die Warenumsatzsteuer. Beide waren seit jeher befristet und wurden immer wieder verlängert. Unsere Vorgänger im Parlament haben die Frage nach der befristeten oder unbefristeten Verlängerung jedes Mal erneut und intensiv diskutiert. Heute müssen wir dieses Thema neu prüfen. Ich meine jedoch, dass wir uns jetzt in einer ganz anderen Situation befinden als noch im Jahre 1978, in jenem Jahr, in welchem wir die Verlängerung der Finanzordnung letztmals in den Räten diskutiert haben.

Zwei Gründe nenne ich:

1. Das Parlament ist gewaltig überlastet. Das Tempo der parlamentarischen Tätigkeit ist in keiner Weise mehr zeitgerecht; wichtige, längst überfällige Vorlagen werden von einer Kammer zur anderen hin- und hergeschoben. Ich erinnere an das Aktienrecht, ich erinnere an die Steuerharmonisierung usw. Die Forderung nach Straffung unseres Ratsbetriebes ist vorrangig. Bei dieser Vorlage bietet sich nun Gelegenheit, wenigstens einen kleinen Beitrag in dieser Richtung zu leisten, indem wir unseren Nachfolgern künftige Wiederholungen und

gleichgelagerte Diskussionen ersparen. Wenn sich also später Änderungen an der Bundesfinanzordnung als notwendig erweisen – das kann und will ich heute nicht ausschliessen –, wird die unbefristete Verlängerung eine sachlich motivierte Revision niemals verhindern.

2. Den weiteren Grund für die Nichtbefristung unserer Finanzordnung sehe ich darin, dass heute gemäss der Kommissionsmehrheit der Wunsch zu einem Uebergang auf die Mehrwertsteuer besteht. Die mit Mängeln behaftete Warenumsatzsteuer soll beseitigt werden. An deren Stelle soll die sogenannte Netto-Allphasensteuer treten. Diese bedarf aber vom System her nicht regelmässig einer Revision. Anpassungen auf Gesetzes- und Verordnungsstufe sind durchaus denkbar, ohne dass darüber jeweils eine Grundsatzdiskussion geführt werden müsste.

Uebrigens: Auch in der EG ist die Mehrwertsteuer unbefristet – das möchte ich noch betonen –, obwohl Änderungen in der Detailausgestaltung regelmässig vorkommen.

Als Befürworter einer EG-fähigen Mehrwertsteuer und zur Straffung unseres Ratsbetriebes und der künftigen gesetzgeberischen Tätigkeit trete ich deshalb für die unbefristete Verlängerung unserer Finanzordnung ein.

Masoni: Nachdem Kommissionspräsident Kündig, der der Minderheit angehört, sich loyal für die Lösung der Mehrheit eingesetzt hat, wie es seine Pflicht als Präsident ist, muss ich, um das Gleichgewicht wiederherzustellen, auch auf deutsch die Meinung der Minderheit vertreten.

Kollege Küchler hat einen sehr wichtigen Gedanken zum Ausdruck gebracht, nämlich dass man die Grundlagen für ein stabiles Steuersystem schafft, das unbeschränkt ist. Dem hat die Minderheit zugestimmt, indem man die neue Mehrwertsteuer ohne Befristung einführen will. Das ist aber eine grosse Aenderung zur bis jetzt geltenden Praxis. Nachdem in der Kommission fast alle gesagt haben, die einzige Möglichkeit, um die Annahme der Mehrwertsteuer in Volk und Ständen zu erreichen, bestehe darin, dass man einen bedeutenden Schritt in Richtung einer Redimensionierung der direkten Bundessteuer mache, wäre es nicht konsequent, wenn wir die direkte Bundessteuer zementieren würden. Die Befristung ist der Ausdruck der Grundtendenz, das steuerliche Substrat der direkten Bundessteuer an die Kantone zurückzugeben.

Wir dürfen nicht vergessen, dass heute, wenn man die Gesamtsteuer des Bundes, der Kantone und der Gemeinden nimmt, die indirekten Steuern nur einen Viertel ausmachen; die direkten Bundessteuern betragen drei Viertel. Es ist ein Ungleichgewicht vorhanden. Dieses Ungleichgewicht ist entstanden, als die Zölle für die europäischen Länder aufgehoben wurden. In jenem Moment hätte man richtigerweise den Ausgleich schaffen sollen. Aber wegen der allmählichen Abschaffung der Zölle hat man keinen Ausgleich geschaffen; so sind wir an diesem Punkt angelangt.

Jeder beklagt sich bei uns über die zu grosse und zu schwere Steuerlast. Man begegnet diesen Klagen immer mit dem Argument, unsere Sätze seien nicht so hoch. Aber man vergisst, dass England zwei Sätze von 15 und 25 Prozent hat, also viel tiefer als bei uns. In Amerika ist man sehr zurückgegangen. Und in anderen Ländern wie Italien oder Frankreich wird die Festsetzung der Einkommen auf einer ganz anderen Stufe vorgenommen, die mit der unsrigen nicht vergleichbar ist. Nehmen Sie alle Berufskategorien in Frankreich und Italien: Diese sind viel niedriger veranlagt als die Einkommen in der Schweiz. Die Bundesrepublik Deutschland hat eine bessere Anlage, eine bessere Erfassung der Steuerelemente, aber kennt dafür grössere Abzüge.

Ich glaube, die Schweiz ist für die direkten Steuern zu einem schwierigen Steuerland geworden. Die tatsächliche Steuer ist sehr hoch. Und infolgedessen ist es ein verbreitetes Empfinden, dass die Mehrwertsteuer – die dem Bund eine sichere, stabile Finanzquelle geben wird, die auch der Konjunktur folgt, die sich automatisch anpasst – nur dann angenommen wird – und zwar unbefristet –, wenn die direkte Bundessteuer herabgesetzt wird.

Diese Herabsetzung beantragen wir mit der Motion. Wir sind uns bewusst, dass die totale Abschaffung nur eine Frage der

Zeit sein wird. Deswegen sollte man die eidgenössische direkte Steuer nicht mit einer unbeschränkten Dauer zementieren. Das ist der Grund der Beschränkung. Sie soll Ausdruck dieses Gedankens sein, eine Wiederherstellung des Gleichgewichtes der direkten Steuer durch Herabsetzung auf lange Sicht, damit die Kantone und Gemeinden dieses Steuersubstrat alleine haben.

Gerade aus der Sorge heraus, uns damit ein stabiles Steuersystem zu geben, beantragt Ihnen die Minderheit, diese Befristung nur bei der direkten Bundessteuer, nicht bei der Mehrwertsteuer aufrechtzuerhalten.

Mme Jaggi: Admirez le parallélisme: la proposition de la minorité a été défendue par son porte-parole en français, M. Gautier, et combattue au nom de la majorité de la commission en allemand par M. Küchler et maintenant elle est défendue et illustrée par M. Masoni en allemand, sa langue d'adoption. Cela me permet de venir au secours de la majorité, en français.

M. Gautier nous a dit tout à l'heure que l'impôt fédéral direct est, dans son essence, provisoire. Je veux bien qu'il n'y ait que le provisoire qui dure, mais cela ne me paraît pas, par delà la constatation paradoxale, être la vraie raison. En fait, l'impôt fédéral direct – et, sur ce point, nous devons être au clair et, une bonne fois pour toutes, avouer tout haut ce que nous savons les uns et les autres tout bas – est la nouvelle désignation de l'impôt de la défense nationale, suite à la votation de novembre 1981 et ce, pour la période dès 1982. Cette nouvelle désignation était plus qu'un simple lifting lexical. C'était bel et bien la consécration, au travers du changement de nom – impôt défense nationale en impôt fédéral direct – d'une volonté de pérennité de la fiscalité fédérale directe.

La vraie raison est que nous en avons assez de passer de régime provisoire en décision à effet limité dans le temps et que l'incohérence à laquelle cela nous a menés, nous voulons maintenant y mettre fin par une véritable réforme des finances fédérales. Après tout, l'exercice que M. Gautier croit pédagogique consiste, non pas tous les dix à quinze ans mais tous les huit à douze ans, à remettre en question sérieusement le bien-fondé des recettes fiscales fédérales. Cet exercice n'est pas pédagogique mais masochiste et nous l'avons suffisamment fait dans ce Parlement pour que nous ne revenions pas périodiquement nous répéter sur ce point.

La vraie raison est très simple: la Confédération ne saurait envisager, avec toutes les tâches nouvelles qui lui sont confiées – N.B.: par notre Parlement – de se priver de ce qui représente désormais un bon cinquième de ses ressources. Que ce bon cinquième doive être ramené à un cinquième tout simple ou légèrement en dessous, cela peut se concevoir. Que l'impôt fédéral direct doive être aménagé pour compenser, au niveau des revenus modestes, les effets de la généralisation de la taxation à la consommation, cela est indispensable, mais que parallèlement à ce réaménagement, d'ailleurs demandé par une motion de la commission, on en reste au système d'une fiscalité directe fédérale limitée dans le temps, il y a un pas que je trouve incohérent de franchir. Je vous demande donc de suivre la majorité de la commission.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, der Mehrheit zuzustimmen und den Minderheitsantrag Gautier abzulehnen. Sie erinnern sich vielleicht: Früher hat man von siamesischen Zwillingen gesprochen – direkte Bundessteuer und Warenumsatzsteuer –; das bedeutet heute vielleicht nicht mehr viel. Aber auf der andern Seite muss man sehen, dass eine Schweiz ohne direkte Bundessteuer nicht den idealen Vorstellungen Europas entsprechen dürfte. Es gäbe dann einzelne Orte, wo man vermutlich gar keine oder sehr wenig Steuern bezahlen würde, und andere, wo man relativ viel bezahlen würde. Die direkte Bundessteuer ist eine Steuer, die zur Härmonisierung beiträgt. Sie trägt auch zum Finanzausgleich bei. Man sollte hier und jetzt einmal einen Schritt vorwärts tun, zur wirklichen Entlastung des Parlamentes. Denn oftmals ist man aus Zeitdruck nicht dazu gekommen, eine Aenderung bei den Finanzen vorzunehmen. Ich möchte Sie an die letzte Revision und Verlängerung des bestehenden Rechtes erinnern. Dort hat man gese-

hen, dass man zustimmen muss, sonst ginge nichts mehr. Man hat sich beholfen, indem Motionen zur Beseitigung der Taxe occulte eingebracht wurden. Das ist die bisherige schweizerische Art der Finanzpolitik.

Die Befristung bringt nichts. Wenn man wirklich etwas ändern will, kann man die Verfassung jederzeit ändern; man muss es nicht unter Zeitdruck tun, und das bedeutet, dass es vermutlich auch besser herauskommt.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	21 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	13 Stimmen

Abs. 2 – Al. 2

Kündig, Berichterstatter: In der Kommission entstand zu diesem Absatz eine Diskussion um die Frage, ob aufgrund des Textinhaltes klar ersichtlich sei, ob die Möglichkeit der Kantone zur Erhebung von Motorfahrzeugsteuern beschränkt würde. Die Kommission möchte deshalb zuhanden der Materialien festhalten, dass es sich bei diesen gleichartigen Steuern nicht um die Steuern der Kantone für Motorfahrzeuge handelt und dass die Kantone frei sind, nach wie vor solche Steuern zu erheben.

Angenommen – Adopté

Abs. 3, 3bis – Al. 3, 3bis

Kündig, Berichterstatter: Im ersten Teil dieses Absatzes wird die Mehrwertsteuer im Umfang und im Steuersatz beschrieben. Die Detailregelungen über die Besteuerungen und die Ausnahmen folgen in den Uebergangsbestimmungen. Auch ist der Höchststeuersatz von 6,2 Prozent, gleich dem bisherigen Wust-Satz, verankert. Es bleibt dabei festzustellen, dass der bisherige Engros-Satz, der 9,3 Prozent betrug, für Lieferungen an Wiederverkäufer, die der Steuerabrechnung nicht unterliegen, nicht mehr vorkommt. Bis dahin ist der Artikel unbestritten.

Im dritten Satz will der Bundesrat die Kompetenz erhalten, zur Sicherstellung der Finanzierung der Alters- und Hinterlassenenversicherung den Steuersatz vorübergehend um höchstens 1,3 Prozent anheben zu können. Zu diesem bundesrätlichen Antrag lagen der Kommission zwei Abänderungsanträge vor, die sich in der Mehrheit und der Minderheit ausdrücken. Die Stimmenverhältnisse waren die folgenden: Bundesrat gegen Mehrheit 1 zu 11; Mehrheit gegen Streichungsantrag 7 zu 4.

Die Ansicht der Mehrheit lässt sich wie folgt ausdrücken: Im Grundsatz wird dem Vorhaben des Bundesrates, diese neue Finanzierungsquelle für die AHV zu erschliessen, nicht opponiert, da es wohl in Zukunft aufgrund demographischer Entwicklungen nicht mehr möglich sei, die Finanzierung sicherzustellen. Der Text der Vorlage des Bundesrates sei jedoch zu vage und entspreche nicht der Umschreibung der Botschaft. Es sei deshalb notwendig, in der Verfassung drei Grundsätze zu verankern: erstens die zeitliche Limitierung, zweitens die Beschränkung auf demographische Probleme und drittens die Einfügung der Referendumsmöglichkeit.

Die zeitliche Limitierung ist bereits in der bundesrätlichen Fassung enthalten und bedarf keiner weiteren Erklärungen.

Die Einschränkung auf die demographische Entwicklung scheint der Kommission deshalb sinnvoll zu sein, weil gemäss Artikel 9 der Uebergangsbestimmungen dem Bundesrat die Kompetenz erteilt würde, diese AHV-Wust für irgendwelche Engpässe der AHV zu erheben, sei es wegen wirtschaftlicher Schwierigkeiten, extensiver Gesetzgebung, vorzeitigen Pensionierungen oder überdimensionierten Rentenanpassungen.

Die Kommission vertritt die Ansicht, dass diese Mittel ausschliesslich für demographisch bedingte Probleme eingesetzt werden dürfen.

Die Kommission will nicht, dass der Bundesrat diese Wusterhöhung für die AHV durch Verordnungskompetenz auslösen kann. Sie verlangt deshalb zwingend einen referendumspflichtigen Beschluss des Parlaments.

M. Gautier, porte-parole de la minorité: Le Conseil fédéral propose de relever de 1,3 pour cent le taux de l'impôt de consommation pour financer l'AVS. La majorité de la commission le suit, en atténuant quelque peu cette proposition. Selon cette majorité, le relèvement serait provisoire et ne pourrait être introduit que par un arrêté fédéral sujet au référendum facultatif. La minorité, elle, vous propose de renoncer à cette faculté en biffant l'alinéa 3bis. Nous avons pour cela plusieurs raisons. Premièrement, le financement de l'AVS est un problème en soi, il n'est pas question pour nous de le régler en dehors des autres problèmes de l'AVS: âge de la retraite, splitting des rentes, égalité totale entre femmes et hommes, qui ne sont pas réglés par le projet de dixième révision. Tout cela devrait faire l'objet d'un nouveau message du Conseil fédéral, d'un autre débat parlementaire, voire d'un autre référendum tout au moins pour ce qui concerne le financement. L'introduire ainsi à la sauvette dans un projet concernant la fiscalité principale de la Confédération ne nous paraît pas convenable.

Deuxièmement, il est surprenant de voir l'évolution du Conseil fédéral face au problème posé à l'AVS par la démographie. Il y a une quinzaine d'années, nous avons déposé, M. Olivier Reverdin dans ce conseil et moi-même au Conseil national, deux postulats jumeaux demandant au Conseil fédéral un rapport sur l'avenir de l'AVS, face à la détérioration de la courbe démographique. Après plusieurs années d'attente, nous avons reçu un rapport tout à fait lénifiant, nous affirmant que très probablement la croissance économique permettrait de pallier les défauts de l'évolution démographique.

Il y a quelques mois, sans aucun postulat, le Conseil fédéral est revenu avec un rapport beaucoup plus pessimiste sur l'avenir de l'AVS. Chose troublante, ce rapport a paru juste après le message sur la réforme des finances fédérales, comme pour appuyer la proposition du Conseil fédéral de pouvoir augmenter de 1,3 pour cent le taux de l'impôt de consommation. Je pense, Monsieur le Conseiller fédéral, qu'il s'agit là d'une pure coïncidence, due au plus grand des hasards!

Si j'ai rappelé cela, c'est pour dire que l'avenir financier de l'AVS est quelque chose de trop important, de trop sérieux pour être traité à la légère. Il nous faudrait des études beaucoup plus approfondies sur les besoins, les moyens à disposition pour les satisfaire ou peut-être pour les réduire. Quand on saura avec une certaine précision ce qui manque, il sera temps de voir s'il faut augmenter le taux de la TVA et de combien. Peut-être sera-ce de 1,2 pour cent, peut-être plus, peut-être moins.

La troisième raison de refuser cette augmentation, c'est le problème référendaire. Il y a dix ans, les deux échecs successifs de la TVA ont été dus, en tout cas en grande partie, au fait qu'on a simultanément voulu changer le système et augmenter les taux. Alors, ne commettons pas de nouveau la même erreur. Nous ne pouvons pas aller devant le peuple en disant: on laisse le taux à 6,2 pour cent mais sous peu il pourrait bien atteindre 7,5. En acceptant cette disposition, on met tout le paquet en danger. Nous l'avons déjà mis suffisamment en danger tout à l'heure en supprimant la limitation dans le temps de l'impôt fédéral direct. Par contre, si dans quelques années il s'avère nécessaire de relever le taux pour l'AVS, cela passera plus facilement devant le souverain qui tient à son AVS et qui sera prêt à lui consentir un sacrifice fiscal, si on peut alors lui démontrer que c'est le seul moyen, le meilleur, de rééquilibrer les finances du premier pilier de nos assurances sociales.

En conclusion, la minorité vous invite à extraire de la réforme des finances fédérales le problème du financement futur de l'AVS, qui devra être traité pour lui-même, et de biffer dans ce but l'alinéa 3bis de la majorité.

Reichmuth: Die Lösung, wie sie die Kommissionsmehrheit beantragt, scheint mir nicht nur vertretbar, sondern notwendig. Es lässt sich heute voraussehen, dass um die Jahrhun-

dertwende bei der Finanzierung der AHV demographisch bedingte Engpässe entstehen werden. Man muss sich daher fragen, ob dann die Renten gekürzt werden sollen, was wohl ausserordentlich schwierig wäre, oder ob eine andere Art der Finanzierung gefunden werden muss, beispielsweise über die Erhöhung der Lohnprozente.

Ich erachte eine bescheidene zusätzliche Belastung des Konsums als den richtigen Weg, um so mehr, als bei dieser Lösung auch die Rentenbezüger selbst indirekt etwas an die Finanzierung beitragen müssen. Der Text des Kommissionsantrags beinhaltet genügend Sicherheiten, so dass ein Zuschlag zur Steuer nicht ohne wichtige Gründe beschlossen werden kann. Der Kommissionspräsident hat dies bereits erwähnt. Einmal muss der Nachweis einer entsprechenden demographischen Entwicklung Voraussetzung sein. Dann braucht es einen dem Referendum unterstellten Bundesbeschluss; nicht allein der Bundesrat wäre also zuständig, den Steuersatz zu erhöhen. Dann dürfte die Umsatzsteuer nur vorübergehend erhöht werden. Und schliesslich darf die Erhöhung höchstens 1,3 Prozentpunkte betragen.

Diese klaren Bestimmungen waren im Text des Bundesrats nicht enthalten. Die Kommission hat die nötigen Klarstellungen im Verfassungstext geschaffen, so dass ihrem Antrag – nach meinem Dafürhalten – ohne Bedenken zugestimmt werden kann.

Jagmetti: Ich möchte nur noch einen Gesichtspunkt erwähnen.

Wenn wir aus demographischen Gründen gezwungen werden, neue Finanzmittel für die AHV zu beschaffen, bestehen zwei Möglichkeiten: Entweder wir erhöhen die Lohnprozente, oder wir belasten den Aufwand. Erhöhung der Lohnprozente heisst aber, dass wir insbesondere auch junge Familien, die selbst in den Jahren mit heranwachsenden Kindern den grössten Aufwand haben, zusätzlich belasten. Ich meine, dass wir die Kosten nicht zu stark auf die jungen Familien verschieben dürfen, sondern dass es richtig ist – wenn die demographische Entwicklung uns zur Erschliessung zusätzlicher Finanzen zwingt –, nicht die jungen Familien, sondern den Aufwand zu belasten. Das ist meine Option für die Mehrheit.

Bundesrat Stich: Der Bundesrat schliesst sich der Mehrheit an. Er wollte auch nichts anderes als für die mögliche demographische Entwicklung vorsorgen, weil er überzeugt ist, dass es nicht sinnvoll ist, die Lohnprozente weiter zu erhöhen, denn sonst wird das Risiko der Hinterziehung und der Wettbewerbsverzerrung zu gross.

Ich bitte Sie, der Mehrheit zuzustimmen. Ich habe einleitend darauf aufmerksam gemacht: Es ist eine Vorlage, bei der man zumindest zeigen sollte, dass man auch an die schwächeren Mitglieder dieser Gesellschaft denkt.

Abs. 3 – Al. 3

Angenommen – Adopté

Abs. 3bis – Al. 3bis

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit

23 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit

8 Stimmen

Abs. 4 Bst. a, b – Al. 4 let. a, b

Angenommen – Adopté

Abs. 4 Bst. c – Al. 4 let. c

Kündig, Berichterstatter: Die Kommissionsmehrheit schliesst sich dem Antrag des Bundesrates an. Sie erachtet diese besondere Verbrauchssteuer als einen Ersatz für den Wegfall der Zollbelastungen auf Automobilen und nicht als Umweltsteuer. Die Umweltbelastungen sind abhängig von den gefahrenen Kilometern, von der Fahrzeugbeschaffenheit, aber auch vom Fahrverhalten des Halters bzw. des Fahrers. Dies alles wirkt sich auf den Verbrauch von Treibstoff aus, aber auf das Fahr-

zeug selbst oder dessen Bestandteile nur zum kleinsten Teil. Zudem wäre der administrative Aufwand für eine Automobil-Umweltverträglichkeitsprüfung und vielleicht auch eine Fahrer-Umweltverträglichkeitsprüfung sehr gross, und sie würde zu neuen Ungerechtigkeiten führen.

Die Mehrheit beantragt deshalb, auf den Antrag Jagmetti nicht einzutreten und dem Bundesrat zu folgen.

Jagmetti, Sprecher der Minderheit: Nach Antrag des Bundesrates, der Kommissionsmehrheit und der -minderheit soll nicht eine neue Belastung eingeführt werden, sondern die bisherige Zollbelastung des Motorfahrzeugs durch eine Inlandbesteuerung ersetzt werden. Es geht also nicht um eine zusätzliche Aufstockung der Abgaben der Automobilisten, sondern um eine andere Art der Veranlagung. In dieser Beziehung gleichen sich alle drei Standpunkte, nämlich jene des Bundesrates und der Mehrheit, die ja hier identisch sind, und der Minderheit.

Die Frage ist einfach, nach welchen Kriterien diese Abgabe abgestuft werden soll. Die Minderheit schlägt Ihnen vor, die Umweltbelastung mitzubetrachten. Worum geht es? Es geht einerseits um die Schadstoffbelastung und andererseits um den Ausstoss an Kohlendioxyd. Es geht also nicht darum, die Mehrkosten, die sich aus dem Einbau von Katalysatoren in Motorfahrzeuge ergeben, auf diese Weise auszugleichen. Darüber sind wir uns einig; der Katalysator ist vorgeschrieben, er gehört zu den Grundkosten und zur Grundausstattung eines Motorfahrzeuges. Hier spielt das Verursacherprinzip, daran soll überhaupt nichts geändert werden.

Aber es geht um neuere Tendenzen, und von diesen neueren Tendenzen möchte ich drei erwähnen. Eine Tendenz ist der Magermotor. Die EG tendiert in ihren Richtlinien – die noch nicht in Kraft sind – darauf, nicht nur den spezifischen Schadstoffausstoss zu senken, sondern den Gesamtausstoss, und zwar durch die Technik des Magermotors, der noch in Entwicklung steht. Ein solcher Motor wird weniger umweltbelastend sein, und das soll man hier berücksichtigen. Das muss man nicht bei jedem einzelnen Fahrzeug prüfen, genau gleich wenig, wie man heute die Prüfungen bei jedem einzelnen Fahrzeug vornimmt. Das kann sehr wohl und bestens mit der Typenprüfung geschehen, die wir ja längst kennen.

Eine zweite Tendenz macht sich geltend: das Leichtfahrzeug. Sie kennen alle das Gewicht Ihres Fahrzeugs, und es stellt sich wirklich die Frage, ob wir eine Tonne in der Welt herumfahren müssen, um uns selbst zu transportieren oder ob es nicht Tendenzen zu einer neuen Fahrzeugtechnik braucht, die weniger Aufwand bedingt und damit weniger Energie und weniger Umweltbelastung.

Schliesslich eine besonders kostenaufwendige Tendenz, diejenige zum Hybridfahrzeug, d. h. zum Elektrofahrzeug, das einen zusätzlichen kleinen Motor hat, um funktionstauglich zu sein. Das sind keine Phantasien, das sind Dinge, die heute in Entwicklung stehen, die heute allerdings noch sehr teuer sind. Solche neue Entwicklungen sollten nach Auffassung der Vertreter der Minderheit nicht gehemmt, sondern erleichtert werden, indem bei der Besteuerung der Motorfahrzeuge, die wir nicht anders wünschen als die Mehrheit, die Elemente der Umweltbelastung zur Abstufung der Abgabe mitberücksichtigt werden.

Wir geben uns nicht der Illusionen hin, dass auf diesem Weg ein völliger Ausgleich der Kosten erreicht werden kann. Aber wenigstens sollte dafür gesorgt werden, dass die Kostenlast nicht noch mehr aufgeht, dass Aufwendungen für die Umwelt nicht zu einer zusätzlichen Verteuerung durch die Fiskalbelastung führen, dass wir wenn möglich einen gewissen Ausgleich erreichen.

Natürlich kenne ich die Gegeneinwände. Natürlich weiss ich, dass man so und so viel dagegen anführen kann und insbesondere sagen kann, es komme doch gar nicht auf die Erstan-schaffung an, es komme auf den Gebrauch an. Wer mehr fährt, der belastet die Umwelt mehr, wer weniger fährt, belastet sie weniger.

Gewiss, deshalb sind ja diese Fragen der Abhängigkeit der Fiskalbelastung vom Motorfahrzeuggebrauch hier zur Diskussion gestellt worden. Als es darum ging, die festen Kosten auf

den Benzinpreis zu übertragen, hat man uns erklärt, das sei nicht möglich wegen der Grenzregionen. Als es darum ging, die Motorfahrzeugabgabe der Kantone kilometerabhängig zu gestalten, erklärte man uns wieder, das gehe nicht. Nun wird man natürlich wieder erklären, das gehe nicht.

Jede Partei, jede Organisation in der Schweiz empfiehlt, marktwirtschaftliche Elemente in den Umweltschutz einzubeziehen, Anreize zu schaffen. Jedesmal aber, wenn man einen solchen Anreiz vorschlägt, erklärt man einem, es gehe eben nicht. Wollen wir diese Anreize schaffen, oder wollen wir einfach nein dazu sagen? Das ist die Frage.

Ich hätte Ihnen gern einen ausgeprägteren Vorschlag gemacht, einen gewichtigeren. Ich habe ihn auch mit Fachkollegen an der ETH besprochen. Mein erster Antrag in der Kommission war noch ein bisschen kühner. Ich habe dann etwas zurückbuchstabiert, in der Hoffnung, wenigstens mit diesem Antrag eine Mehrheit zu finden. Ich habe sie in der Kommission nicht gefunden, ich hoffe, ich finde sie im Rat.

Wir neigen in unserem Rat ein bisschen dazu, die Umweltprobleme nur gedämpft zur Kenntnis zu nehmen. Wir sehen die Schwierigkeiten lieber als die Lösungen, scheint es mir manchmal. Ich bitte Sie, hier über Ihren eigenen Schatten zu springen. Es geht nicht um eine Zusatzbelastung, es geht um eine Abstufung der Belastung nach den Umweltgesichtspunkten, insbesondere im Hinblick auf neue Technologien, die einen Anreiz finden sollten. Die Sensibilität für Umweltfragen – ich spüre das in meiner beruflichen Tätigkeit – ist an vielen Orten grösser, als es in unseren Debatten zum Ausdruck kommt. Vielleicht ist das eine Generationenfrage. Ueberbrücken wir sie doch, indem wir dort, wo wir die Möglichkeit haben, diese Sensibilität einzubeziehen, ihr auch Beachtung schenken.

Der Antrag ist bescheiden. Ich bitte Sie aber, wenigstens diesen bescheidenen Schritt zu tun und sich nicht durch die Schwierigkeiten, die man mir entgegenhalten wird, in die Irre führen zu lassen. Es geht nur um die Abstufung nach Typenprüfung und nach allgemeinen Gesichtspunkten, damit die Schere vom umweltgerechten Teuren und vom umweltbelastenderen Billigeren nicht noch weiter aufgeht, sondern sich wenn möglich ein bisschen schliesst.

Ich bitte Sie, dieser Sensibilität Rechnung zu tragen und dieser – absolut praktikablen – Lösung zuzustimmen. Ich bitte Sie, mich bei meinem Antrag mit den beiden Damen nicht allein zu lassen.

Reichmuth: Trotz des eindringlichen Appells unseres Kollegen Jagmetti gestatte ich mir, ein Wort für die Kommissionsmehrheit abzugeben.

Die Kommission hat den Antrag von Herrn Jagmetti, den heutigen Minderheitsantrag, sehr ausgiebig diskutiert. Wir haben dazu einen separaten Bericht des Eidgenössischen Finanzdepartementes eingefordert. Aus diesem Bericht geht u. a. hervor, dass die ökologische Wirkung einer nach Massgabe der Umweltbelastung progressiv abgestuften Automobilsteuer an der Grenze als sehr schwach bezeichnet werden muss.

Da die Umwandlung gemäss den Gatt-Bestimmungen grundsätzlich ertragsneutral zu erfolgen hat und da nicht beabsichtigt ist, auf der gegenwärtigen Belastung einen Umweltschlag zu erheben, ist der Spielraum für eine progressive Besteuerung beschränkt und der damit zu erwartende Lenkungseffekt sehr gering. Abgesehen davon wirkt sich die Differenzierung nicht auf den für die Umweltbelastung sehr bedeutenden Gebrauch der Fahrzeuge, also die gefahrenen Kilometer oder das Fahrverhalten, aus. Herr Jagmetti hat selbst auf diesen Umstand hingewiesen.

Nicht zu unterschätzen ist sodann die Tatsache, dass eine solche Abstufung der Automobilsteuer einen erheblichen administrativen Aufwand verursachen würde. Der praktische Vollzug und der damit verbundene Verwaltungsaufwand würden in keinem Verhältnis zum umweltpolitischen Nutzen stehen. Ich möchte darauf hinweisen, dass heute alle Fahrzeuge, die importiert werden, mit einem Katalysator versehen sein müssen. Das bedeutet bereits eine Mehrbelastung von etwa 2000 Franken pro Fahrzeug. Das Prinzip des Wertzolls berücksichtigt

die grösseren, mehr Treibstoff verbrauchenden Fahrzeuge, indem sie durch diese Steuer stärker belastet werden.
Aus all diesen Gründen empfehle ich Ihnen, den Antrag der Kommissionsminderheit abzulehnen.

Bundesrat **Stich:** Ich bitte Sie, der Mehrheit zuzustimmen. Der Antrag von Herrn Ständerat Jagmetti ist sicher gut gemeint, wir müssen in dieser Hinsicht mehr tun; aber wir glauben, dass hier Aufwand und Ertrag in einem ungünstigen Verhältnis stehen. Solche Massnahmen können letztlich Lenkungsabgaben nicht ersetzen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	21 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	14 Stimmen

Ziff. II Art. 8

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. II art. 8

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 9 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 9 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 9 Abs. 2

Antrag der Kommission

Einleitungssatz, Bst. a Ziff. 1 – 12

.... die nachfolgenden Grundsätze:

a.

1. Waren, ausgenommen Wasser in Leitungen, Brennholz sowie neue erneuerbare Energien (insbesondere Sonnenenergie, Umgebungswärme, geothermische Energie, Biomasse und Biogas sowie Windenergie);

....

9. Abtretung oder Ueberlassen zur Benützung von Patenten, Marken, Mustern und Modellen und ähnlichen immateriellen Gütern, ausgenommen Urheberrechte an Werken der Literatur und Kunst, soweit sie sich nicht auf Leistungen nach den Ziffern 5 oder 8 beziehen;

10. Messungen, Vermessungen, Untersuchungen, Forschungs- und Entwicklungsarbeiten, die auf die Herstellung von Waren oder Bauwerken oder auf die Schaffung immaterieller Güter nach Ziffer 9 ausgerichtet sind;

11. Beratung, Begutachtung und Vertretung in juristischen, finanziellen, wirtschaftlichen und organisatorischen Belangen; Beurkundung von Rechtsgeschäften, einschliesslich jener durch Amtsnotare; Vermögensverwaltung; Buchführung für Dritte und Bücherrevision; das gesetzlich geschützte Berufsgeheimnis ist vorbehalten;

12. Leistungen der Datenverarbeitung;

Bst. a Ziff. 13, 14

Mehrheit

Streichen

Minderheit

(Ducret, Flückiger, Gautier, Jaggi, Jagmetti, Masoni, Weber)

13. gastgewerbliche Leistungen;

14. Leistungen der Coiffeure und Kosmetiker;

Bst. a Ziff. 15

15. Beförderung von Personen;

Bst. a Ziff. 16

Mehrheit

Streichen

Minderheit

(Ducret, Flückiger, Gautier, Jaggi, Jagmetti, Masoni, Weber)

16. Leistungen der Reisebüros;

Bst. b

b. die Einfuhr von Waren sowie die Bezüge von Dienstleistungen aus dem Ausland nach Buchstabe a,

Bst. c

c.

1. 75 000 Franken; für Wasserkraftwerke kann

1bis. Unternehmen mit einem Jahresumsatz nach Buchstabe a bis zu 250 000 Franken, sofern der Steuerbetrag, nach Abzug der Vorsteuer, regelmässig 4000 Franken pro Jahr nicht übersteigt;

....

4. Streichen

....

Bst. d

d.

1. Streichen

....

4. Streichen

Bst. e

e. Die Steuer beträgt;

1. 1,9 Prozent auf den Umsätzen und der Einfuhr folgender Waren, die der Bundesrat näher umschreiben kann:

– Ess- und Trinkwaren, ausgenommen alkoholische Getränke,

– Vieh, Geflügel, Fische,

– Getreide,

– Sämereien, Setzknollen und -zwiebeln, lebende Pflanzen, Stecklinge, Pfropfreiser sowie Schnittblumen und Zweige, auch zu Sträussen, Kränzen und dergleichen gebunden,

– Futtermittel, Silagesäuren, Streumittel, Düngemittel und Pflanzenschutzstoffe,

– Medikamente,

– Zeitungen, Zeitschriften und Bücher, ferner andere Druckerzeugnisse in dem vom Bundesrat zu bestimmenden Ausmass;

2. 6,2 Prozent auf den Umsätzen und der Einfuhr anderer Waren sowie auf allen übrigen der Steuer unterstellten Leistungen;

Bst. f

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Bst. fbis (neu)

fbis. sofern der Steuerpflichtige Waren, Bauwerke, Grundstücke oder Leistungen für Umsätze nach Buchstabe a im In- oder Ausland verwendet, kann er in seiner Steuerabrechnung als Vorsteuer abziehen:

1. die von anderen Steuerpflichtigen auf ihn überwälzte oder

2. die bei der Einfuhr von Waren oder auf dem Bezug von Dienstleistungen aus dem Ausland entrichtete Steuer; verwendet der Steuerpflichtige in gleicher Weise Erzeugnisse der Landwirtschaft, Forstwirtschaft, Gärtnerei oder des Weinbaus, die er von nicht steuerpflichtigen Unternehmen nach Buchstabe c Ziffern 2 und 3 bezogen hat, so kann er 1,9 Prozent des Preises als Vorsteuer abziehen;

Bst. g

g. über die Steuer und die Vorsteuer wird

Bst. h

h.

1. mit Anspruch auf Vorsteuerabzug für bestimmte Fälle zu lassen,

....

4. Streichen

Bst. i

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 9 al. 2

Proposition de la commission

Phrase introductive, let. a ch. 1 – 12

Les dispositions d'exécution du Conseil fédéral obéiront aux principes suivants:

a.

1. marchandises, sauf l'eau amenée par conduites, le bois de feu, les nouvelles énergies renouvelables (en particulier l'énergie solaire, la chaleur ambiante, l'énergie géothermique, le biogaz et les autres biomasses, de même que l'énergie éolienne);

....

9. Cession ou mise à disposition, en vue de leur usage, de brevets, marques, échantillons, modèles et autres biens matériels analogues, à l'exception des droits d'auteur sur les oeuvres littéraires et artistiques, pour autant qu'ils ne se rapportent pas à des prestations selon chiffre 5 ou 8;

10. Mesures, mensurations, enquêtes, travaux de recherche et de développement en vue de la fabrication de marchandises, de la construction d'ouvrages ou de la création de biens immatériels visés sous chiffre 9;

11. Conseils, expertises et représentation en matière juridique, financière, économique et d'organisation; authentification d'actes juridiques, y compris celles qu'effectuent les notaires officiels; gestion de fortune; tenue de comptabilité pour des tiers et révision comptable; est réservé le secret professionnel garanti par la loi;

12. Prestations dans le domaine du traitement électronique de l'information;

Let. a ch. 13, 14

Majorité

Biffer

Minorité

(Ducret, Flückiger, Gautier, Jaggi, Jagmetti, Masoni, Weber)

13. Prestations de l'hôtellerie et de la restauration;

14. Prestations de coiffeurs et des esthéticiens;

Let. a ch. 15

15. Transport de personnes;

Let. a ch. 16

Majorité

Biffer

Minorité

(Ducret, Flückiger, Gautier, Jaggi, Jagmetti, Masoni, Weber)

16. Prestations des agences de voyages;

Let. b

b. l'importation de marchandises ainsi que les acquisitions en provenance de l'étranger de prestations de services

Let. c

c.

1. à 75 000 francs; pour les petites usines hydro-électriques,

1bis. Les entrepreneurs réalisant un chiffre d'affaires annuel selon la lettre a de 250 000 francs au plus, à la condition qu'après déduction de l'impôt préalable, le montant d'impôt restant ne dépasse pas régulièrement 4000 francs par année;

....

4. Biffer

....

Let. d

d.

1. Biffer

....

4. Biffer

Let. e

e. L'impôt s'élève:

1. A 1,9 pour cent sur les transactions portant sur les marchandises suivantes – qui peuvent être définies de manière plus précise –, ainsi que sur leur importation:

– produits comestibles et boissons; à l'exclusion des boissons alcooliques,

– bétail, volailles, poissons,

– céréales,

– semences, tubercules et oignons à planter, plantes vivantes, boutures, greffons, ainsi que fleurs coupées et rameaux, même en bouquets, couronnes et arrangements similaires,

– fourrages, acides pour l'ensilage, litières, engrais et préparations pour la protection des plantes,

– médicaments,

– journaux, revues et livres, ainsi que d'autres imprimés à déterminer par le Conseil fédéral;

2. A 6,2 pour cent sur les transactions et l'importation touchant d'autres marchandises, ainsi que sur les autres prestations soumises à l'impôt;

Let. f

f. Adhérer au projet du Conseil fédéral

Let. fbis (nouvelle)

fbis. Si le contribuable destine les marchandises, constructions, terrains ou prestations à des transactions faites en Suisse ou à l'étranger selon la lettre a, il peut, dans son décompte déduire à titre d'impôt préalable:

1. L'impôt que lui ont transféré d'autres contribuables et

2. l'impôt payé lors de l'importation de marchandises ou pour l'acquisition de prestations de services en provenance de l'étranger;

si le contribuable utilise à des transactions en Suisse ou à l'étranger les produits agricoles, sylvicoles, horticoles ou viticoles qu'il a acquis d'entrepreneurs non contribuables mentionnés sous lettre c, chiffre 2 et 3, il peut déduire 1,9 pour cent du prix à titre d'impôt préalable;

Let. g

g. La période de décompte de l'impôt et de la déduction de l'impôt préalable est,

Let. h

h.

1. sous lettre a, avec droit à la déduction de l'impôt préalable, aux fins d'éviter

....

4. Biffer

Let. i

i. Adhérer au projet du Conseil fédéral

Einleitungssatz – Phrase introductive

Kündig, Berichtstatter: Die Kommission beantragt in Uebereinstimmung mit dem Bundesrat, den Begriff «nachfolgende Bestimmungen» zu ändern in den Begriff «nachfolgende Grundsätze». Dadurch soll dem Bundesrat etwas mehr Flexibilität zur Anpassung an die EG-Richtlinien gegeben werden.

Angenommen – Adopté

Bst. a Ziff. 1 – Let. a ch. 1

Kündig, Berichtstatter: Durch die Systemänderung von der Umsatzsteuer auf die Mehrwertsteuer ist es nicht sehr einfach, die Steuerfreiliste so übersichtlich zu regeln, wie dies offensichtlich der Fall war. Es bieten sich dabei zwei Wege an: Entweder man regelt die Ausnahmen beim Steuerobjekt, wie dies in den Ziffern 1 bis 16 von Artikel 9 Absatz 2 Buchstabe a geschieht, oder indem man die Ausnahmen im Artikel 9 Absatz 2 Buchstabe c, wo die Steuerpflicht geregelt ist, erwähnt.

Die Kommission beantragt, dieser Fassung, wie sie heute vorgeschlagen wird, zuzustimmen. Die Kommission des Natio-

nalrates versucht aber, der Frage noch einmal Beachtung zu schenken, ob nicht eher eine Generalklausel mit Ausnahmen zu schaffen wäre anstelle der Enumerationsmethode.

Angenommen – Adopté

Bst. a Ziff. 2 – 8 – Let. a ch. 2 – 8

Angenommen – Adopté

Bst. a Ziff. 9 – 12, 15 – Let. a ch. 9 – 12, 15

Kündig, Berichterstatter: Mit den Ziffern 9 bis 16 wird der zusätzliche Umfang an Steuererfassung durch die Mehrwertsteuer umschrieben. Im Mehrwertsteuersystem muss versucht werden, die Zahl der nicht erfassten Waren und Tätigkeiten möglichst geringzuhalten, da durch jedes Glied, das in der Kette fehlt, eine Taxe occulte entsteht, sofern die Lieferung nicht an den Endverbraucher erfolgt. Mit anderen Worten: Wenn in einer Produktionskette die Steuerpflicht unterbrochen wird, erlischt an dieser Stelle die Möglichkeit des Vorsteuerabzuges. Dadurch wird das Produkt in der nächsten Phase der steuerlichen Belastung zum zweiten Mal steuerlich erfasst und somit doppelt belastet. Dies führt auch dazu, dass Produkte und Dienstleistungen der heutigen Steuerfreiliste mit einer kleineren Endsteuer von 1,9 Prozent belastet werden müssten, weil sonst die Möglichkeit der Verrechnung des Vorsteuerabzuges wegfallen würde. Dies ist auch der Grund, weshalb die Kommission die Dienstleistungen möglichst umfassend der Besteuerung unterstellt hat.

Zu den einzelnen Ziffern: Zu den Ziffern 9 und 10 habe ich keine Bemerkung. Bei Ziffer 11 legt die Kommission Wert auf die Feststellung, dass mit der Formulierung jede juristische Beratungstätigkeit gemeint ist, dass also die Anwaltstätigkeit voll von der Steuer erfasst wird.

Angenommen – Adopté

Bst. a Ziff. 13, 14, 16 – Let. a ch. 13, 14, 16

Kündig, Berichterstatter: Darf ich eine Vorbemerkung anbringen? Wenn Sie Mehrheit und Minderheit einer 13köpfigen Kommission werten können, dann würden Sie meinen, dass die Mehrheitsverhältnisse hier in der Fahne falsch wiedergegeben seien; dem ist nun aber nicht so. Die Kommission hat mit 6 zu 6 Stimmen bei 12 anwesenden Mitgliedern entschieden. Der Präsident hat vom Recht des Stichentscheides Gebrauch gemacht und gemäss Fahne gemehrt. Herr Jagmetti, der bei der Minderheit aufgeführt ist, war an diesen Beratungen nicht anwesend. Eine Stimmabgabe in Abwesenheit gilt gemäss Reglement nicht; ich kann deshalb auch nicht verstehen, weshalb sie sich später in die Fahne schleicht. Wenn wir in Zukunft solche Praktiken dulden – sie sind in der Zeit, in der ich die Ehre habe, im Ständerat zu sein, niemals angewandt worden –, führt dies dazu, dass Kommissionssitzungen auf dem Korrespondenzweg verhandelt werden können. Ich möchte davor warnen und bitte Sie, davon Kenntnis zu nehmen.

Ich erlaube mir, noch eine zusätzliche Bemerkung zu machen. Die Fahne ist leicht irreführend. Zwischen den Ziffern 14 und 15 müsste ein grösserer Zwischenraum sein. Es liegt zu Ziffer 15 kein Minderheitsantrag vor.

Zu Ziffer 13 (gastgewerbliche Leistungen): Die Kommissionmehrheit beantragt Ihnen, die gastgewerblichen Leistungen nicht der Mehrwertsteuer zu unterstellen. Die Gründe dazu sind vielfältig:

Einmal ist da die grosse Zahl der Abrechnungspflichtigen. Die Leistungen werden nur in den wenigsten Fällen für abzugsberechtigte Steuerpflichtige eingesetzt. Sie gehen also meistens an den Endverbraucher. Die hohe Belastung von Lebensmitteln des täglichen Bedarfs, die im Gastgewerbe dadurch erreicht würde, steht in einem Konkurrenzverhältnis zu den Lebensmitteln im Laden, die mit 1,9 Prozent belastet würden, im Restaurant jedoch mit 6,2 Prozent.

Dann ist zu berücksichtigen, dass ein sehr grosser Anteil der Leistungen des Gastgewerbes, insbesondere der Hotellerie,

an Kunden des Auslandes geht, d. h. quasi als exportähnliche Leistung angeschaut werden kann. Der hohe Anteil der Vorkostenbelastung mit mehr als 50 Prozent des Umsatzes ist ebenfalls mitzuberücksichtigen und zeigt, dass die Gastbetriebe, auch wenn sie von der Steuer befreit sind, mindestens die Hälfte ihres Umsatzes mit einer normalen Steuer ausgleichen werden.

Es scheint mir insbesondere aber eine Frage der Konkurrenzfähigkeit im internationalen Vergleich zu sein, die hier als Argument herangezogen werden kann. Es handelt sich um eine eigentliche Wirtschaftsförderung durch Erhaltung der Wettbewerbskraft von Betrieben in Bergregionen. Die Mehrwertsteuer des Gastgewerbes wird gemäss den neuesten Angaben der EG auch in Zukunft nicht mehr abziehbar sein, also als eine echte Endverbrauchssteuer betrachtet werden.

Ich möchte nur darauf hinweisen, dass die drei Positionen, über die wir sprechen und die wir jetzt als die einzigen Ausnahmen anschauen, keinesfalls die einzigen Ausnahmen darstellen. Wir haben auch Ausnahmen im Bereich der Landwirtschaft, der Forstwirtschaft, der Gärtner, der Weinbauern, der Viehhändler oder des Kunsthandels, die nicht besteuert werden. Wir kennen also weitere Ausnahmen in diesem Bereich. Es handelt sich nicht nur um diese drei Positionen.

M. Ducret, porte-parole de la minorité: Il s'agit des chiffres 13, 14 et 16, mais je ne ferai pas trois fois le même discours, je vais les traiter ensemble.

Ce que la majorité de la commission a fait en enlevant la TVA à ces trois groupes – c'est-à-dire l'hôtellerie-restauration, les coiffeurs-esthéticiens et les agences de voyage – revient à supprimer une part importante de l'universalité de l'impôt. La TVA, tout comme l'Icha, doit s'appliquer de manière générale. Dès l'instant où on exclut un groupe, pourquoi pas d'autres? Par exemple, l'Hôtel de la Croix-Blanche est le bâtiment le plus imposant du village ou de la petite ville. Il y a douze chambres, un hôtelier, une quinzaine de personnes qui servent au restaurant. On l'exonère sous des prétextes très curieux, en disant notamment que les hôteliers ne pourront pas remplir les conditions nécessaires aux déclarations de la TVA, n'étant pas équipés, qu'il faut penser aux restaurateurs qui ne pourront pas faire les factures. Or, actuellement, les factures de restaurant sont assez importantes et je pense qu'ils sont capables de faire figurer au bas de celles-ci un 6,2 pour cent.

En effet, si l'hôtellerie ne peut pas remplir les conditions de la TVA, que faut-il penser dans le même village du petit entrepreneur en électricité et du menuisier, souvent seuls, qui, depuis longtemps, remplissent des déclarations pour l'Icha? Que faut-il penser de l'entreprise de gypserie-peinture ou du tailleur de pierres? Ce sont des métiers modestes, qui ont toujours réussi à remplir les formulaires destinés à l'impôt sur le chiffre d'affaires. Et on prétend que l'hôtellerie n'y arriverait pas! Il est vrai que ce matin, à l'hôtel Bellevue où je loge, l'ordinateur a fait une erreur de sept francs, ce n'est pas bien grave, mais il a été impossible de corriger l'erreur. Il est vrai que c'est quelquefois plus compliqué d'utiliser un ordinateur que du papier et un crayon, mais ne venons pas dire que l'hôtellerie n'est pas capable de faire face à la TVA!

Dès lors, si on l'exclut de la TVA, on va créer entre les hôteliers des divergences et des inéquités, car ces derniers paient l'Icha depuis longtemps sur le matériel qu'ils achètent – mobilier, installations sanitaires, nappages ou vaisselle, verrerie, etc. Mais les hôteliers qui se sont modernisés et qui ont consenti de gros efforts sont ceux qui paient aujourd'hui le plus d'impôt sur le chiffre d'affaires. Ceux qui n'investissent pas paient moins. Par conséquent, ce sont les fleurons de notre industrie hôtelière qui vont être punis et non les trainards.

Ce serait une grave injustice d'encourager cette pratique. Seule la TVA permet à l'hôtelier moderne, à celui qui rénove ou qui fait de nouvelles installations, qui refait régulièrement les chambres, de récupérer la totalité de la fiscalité, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Dans les factures d'hôtel de tous les pays d'Europe – et c'est une comparaison que nous pouvons tous faire car nous voyageons tous – partout la TVA figure. Seuls les Etats-Unis connaissent une autre taxe, qui est indiquée sur la facture. Chez

nous, il n'y a rien. Ce n'est pas un 6,2 pour cent qui changera la capacité concurrentielle de l'industrie hôtelière suisse. C'est une erreur.

D'autre part, si le projet concernant l'énergie passe comme nous le souhaitons ainsi que le Conseil fédéral, l'hôtellerie sera touchée par l'impôt sur l'énergie, qu'il s'agisse de l'éclairage ou du chauffage, que l'hôtelier ne pourra pas récupérer non plus. De sorte que si vous suiviez la majorité de la commission, ce que je ne souhaite pas, il y aura quand même une part d'impôt dans votre facture d'hôtel, certes pas 6,2 pour cent, mais 4 à 5 pour cent d'impôt invisible parce que payé par l'hôtelier qui devra évidemment l'ajouter à ses frais généraux. Il n'y aura pas effectivement la part de l'impôt sur la main-d'œuvre puisque c'est cela la vraie valeur ajoutée de l'hôtellerie par rapport à ce qu'elle consomme.

En ce qui concerne les coiffeurs, grand sujet de discussion qui n'a d'ailleurs pas été oublié par la commission, une formidable objection avait été élevée au cours d'un débat, médiocre d'ailleurs, lors des deux votations successives sur la TVA, précisément parce qu'on avait été chercher des «bricoles», de mauvaises raisons. Quelle épouvantable chose qu'un coiffeur doive faire payer 6,2 pour cent en plus du prix qu'il demande pour la coupe. On en a fait une montagne! Nous avons suggéré, en commission, que toutes les entreprises qui ont un chiffre d'affaires inférieur à 75 000 francs ou pour qui la différence entre l'impôt dû sur les prix de vente et l'impôt payé en amont ne dépasse pas 4000 francs ne soient pas soumises à la TVA. Ce montant de 75 000 francs représente une somme importante pour un coiffeur de quartier ou de petite localité, qui n'atteint peut-être pas ce chiffre. S'il s'agit en revanche d'un salon de coiffure plus important, avec dix fauteuils, des vitrines rutilantes, un gros loyer, qui déclare le deuxième pilier pour son personnel, sans parler de l'AVS, des assurances-maladie et accidents, pourquoi ne serait-il pas capable de prélever et de payer la TVA?

Cela n'est pas raisonnable. La commission a trouvé la solution: jusqu'à 75 000 francs, il n'y a pas d'assujettissement obligatoire, mais un assujettissement volontaire possible si tel ou tel coiffeur trouve intéressant de pouvoir déduire ce qu'il a payé, lui aussi, comme taxes sur certains travaux qu'il a fait exécuter ou marchandises qu'il a achetées.

Il reste encore un point: les agences de voyage. Je ne sais pas si Kuoni a offert quelques billets d'avion à ceux qui ont voté pour l'exonération. Franchement, je ne le crois pas. Mais les agences de voyage n'amènent pas de personnes en Suisse, au contraire, elles en font sortir du pays, c'est-à-dire qu'elles déséquilibrent notre balance commerciale. En vérité, les Suisses que nous devons encourager sont ceux qui vont à Zermatt ou à Davos, ceux qui viennent à Lausanne, à Genève ou à Lucerne. En revanche, c'est bel et bien sur le voyage des Suisses qui partent hors frontières qu'il faut prélever une TVA; c'est le seul impôt que l'on va pouvoir percevoir. Aussi, essayons d'être justes face à ce déficit de notre balance commerciale: pensez-vous vraiment qu'il soit nécessaire d'exonérer Kuoni? Si vous le pensez, il faut adhérer à la proposition de la majorité; dans le cas contraire, il faut suivre la minorité. Je vous suggère, puisque de toute façon ce projet va encore passer à l'examen du Conseil national, lequel pourra y apporter d'autres modifications, de réintégrer ces trois postes dans les entreprises soumises à la TVA parce qu'il n'y a vraiment aucune raison d'exonérer telle entreprise plutôt que telle autre.

M. Delalay: J'interviens ici pour soutenir la majorité de la commission, la véritable majorité et non celle qui, comme l'a dit le président de la commission, se trouve sur le dépliant, mais celle qui était présente pour voter l'exclusion des entreprises citées sous chiffres 13, 14 et 16.

Cela n'a rien à voir avec un esprit corporatiste en faveur de la branche de la restauration, des coiffeurs ou des agences de voyage. En fait, ces commerces consistent dans de petites entreprises de détail dont les livraisons se font essentiellement à des particuliers. Or, j'ai la conviction que si ces entreprises étaient soumises à l'impôt en question, ce serait rapidement la porte ouverte à toutes sortes de manoeuvres en vue de s'y

soustraire. Cela serait assez facile du fait que leurs livraisons se font essentiellement à des particuliers.

Lors de l'entrée en matière de l'objet dont nous discutons maintenant, j'ai relevé que, tout en étant favorable à un système de taxe à la valeur ajoutée, il fallait constater que plusieurs solutions étaient possibles. J'ai cité l'opinion du professeur Jean-Jacques Schwarz, de l'Université de Lausanne, qui déclarait qu'il est tout à fait indiqué, en l'état actuel des choses, de changer de système, sans modifier complètement la réalité de l'imposition. En d'autres termes, il est parfaitement pensable que l'on passe, dans un premier temps, à un système de taxe à la valeur ajoutée, en conservant *grosso modo* l'assiette fiscale actuelle de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

J'aimerais surtout relever un élément extrêmement important et qui n'a pas été encore évoqué dans cette salle, au cours des discussions que nous avons eues jusqu'ici sur cet objet: si nous soumettons à la taxe à la valeur ajoutée toutes les entreprises indiquées dans notre projet sous les chiffres 1 à 16, 73 600 nouvelles entreprises seront soumises à l'impôt indirect, ce qui permettra à la Confédération d'encaisser 780 millions de francs supplémentaires, au titre de la taxe à la valeur ajoutée. Lorsque ces dispositions seront en vigueur, le supplément d'impôt sera de l'ordre d'un milliard.

Je n'ai donc pas envie d'expliquer à ces nouveaux contribuables, soit ces petites et moyennes entreprises, les raisons pour lesquelles nous les soumettons à l'impôt en exigeant un décompte trimestriel d'impôt, alors qu'elles ne sont pas astreintes à cette tâche aujourd'hui. Je n'ai pas envie d'expliquer aux citoyens et aux consommateurs suisses pour quelles raisons nous augmentons la charge fiscale de 700 à 800 millions de francs avec notre nouveau projet. J'aurais souhaité – j'en ai d'ailleurs fait la proposition à la commission – ne pas soumettre encore à l'impôt d'autres entreprises de services. La commission n'a pas suivi ce vœu. Par contre, elle a admis la suppression de la soumission de ces entreprises citées aux chiffres 13, 14 et 16.

En conséquence, je vous propose donc de suivre la majorité de la commission en ne soumettant pas ces petites entreprises à la taxe à la valeur ajoutée, pour les raisons que je viens d'évoquer.

Jagmetti: Ich möchte nicht in eine lange Verfahrensdebatte einlenken, aber doch noch präzisierend sagen, Herr Kündig: An der Sitzung habe ich teilgenommen. Ich habe auch meiner Meinung klar Ausdruck gegeben. Ich habe die Sitzung in einem Zeitpunkt verlassen müssen, den ich vorangekündigt hatte, Herr Präsident, um an einer Parlamentariertagung in Rom als einziger den Ständerat zu vertreten. Wegen des langen Gangs der Diskussion konnte ich nicht mehr an der Abstimmung teilnehmen. Deshalb ist es zu dieser Mehr- und Minderheit gekommen. Dass die Mehrheit so gebildet ist, wie sie hier steht, darüber besteht gar kein Zweifel. Nach meiner Rückkehr fand ich die Anfrage vor, ob ich mich der Minderheit anschliesse. Ich habe ja gesagt. Das ist alles. Am Mehr- und Minderheitsverhältnis hat sich damit gar nichts geändert.

Zur Sache selbst: Herr Uhlmann hat gestern meines Erachtens sehr zu Recht gesagt, wir sollten das Kleingewerbe nicht mit der Mehrwertsteuer erfassen. Nun stellt sich die Frage, wie wir das machen. Machen wir das, indem wir ganze Branchen ausscheiden, oder machen wir das, indem wir von den Umsätzen ausgehen? Die Kommissionsminderheit, der ich mich – wie gesagt – anschliesse, ist der Meinung, wir sollten es nicht durch Ausscheiden von Branchen, sondern durch die entsprechenden Ansätze machen. Dann haben wir wirklich das Kleingewerbe erfasst. Dabei kann man sich natürlich fragen, ob die Zahlen, die nachher zur Diskussion stehen, die richtigen seien oder nicht. Wir kommen noch darauf zu sprechen; ich will das nicht vorwegnehmen. Ich möchte nur betonen: Es liegt auch im Interesse der Gewerbetreibenden, zu wissen, ob sie der Steuer unterstehen oder nicht, weil sie, je nachdem, den Vorsteuerabzug vornehmen können oder nicht. Deshalb ist es also nicht einfach eine Belastung, sondern es besteht auch die Möglichkeit des Vorsteuerabzugs, über die wir hier sprechen. Das ist die Auffassung der Minderheit, nicht nach Branchen, sondern nach Umsätzen zu trennen, weil wir innerhalb der

Branchen auch wieder sehr unterschiedliche Strukturen haben. Wenn wir diese wirtschaftlichen Strukturen richtig einstuften wollen, müssen wir es mit den Ansätzen nach der Litera c regeln und nicht bei der Aufzählung der Branchen in Litera a. Ich bitte Sie also in diesem Sinne, der Minderheit zuzustimmen.

Küchler: Beim Eintreten haben wir gestern wiederholt gehört, dass unsere heutige Konsumbesteuerung mit ganz erheblichen Mängeln behaftet ist. Ich meine, zwei Wege stehen uns im wesentlichen offen, um diese zu beheben: Entweder wir korrigieren die Mängel ganz gezielt, ohne das System grundlegend zu verändern, wie dies der Bundesrat ursprünglich vorgeschlagen hat. Oder wir übernehmen das, was das Ausland uns vorlebt, nämlich die sogenannte Netto-Allphasensteuer in Form der Mehrwertsteuer auf Waren und Dienstleistungen. Aber was das Parlament auch immer entscheiden wird, das Volk wird so oder so das letzte Wort haben.

Zweimal haben wir mit dem Vorschlag einer Mehrwertsteuer bereits Schiffbruch erlitten, nämlich 1977 und 1979. Der Grund dafür lag aber nicht beim Systemwechsel an sich, sondern in der Tatsache, dass man offensichtlich zuviel wollte. Steuererhöhungen einerseits und umfassende Besteuerung der Dienstleistungen andererseits führten gemeinsam zur ablehnenden Haltung von Volk und Ständen.

Einen dritten Anlauf in Richtung Mehrwertsteuer müssen wir dem Volk deshalb in ausgereifter und wohlüberlegter Form vorlegen. Wir müssen also davon ausgehen, dass die Unterstellung der Gastwirte und Coiffeure einen offenen Dissens verursachen wird. Es wäre daher zumindest eventualvorsätzlich – um im strafrechtlichen Jargon zu sprechen –, wenn wir den Versuch dennoch wagten und diese Dienstleistungsbereiche der Steuer unterstellen würden.

Die Gunst der europäischen Stunde und damit die Angleichung ans EG-Steuersystem können wir nur nutzen, wenn wir das Fuder nicht überladen und uns für eine pragmatische Lösung entscheiden. Anders mag es bei der Ausklammerung der Dienstleistungen von Reisebüros aussehen: Dies erscheint der Kommissionsmehrheit deshalb notwendig, weil die damit verbundenen Schwierigkeiten enorm wären. Reisebüros offerieren ja den wesentlichen Teil ihrer Dienstleistungen für Reisen ins Ausland. Nachdem jedoch die Mehrwertsteuer nach dem Prinzip der steuerbefreiten Exportleistung funktioniert, müssen dafür ohnehin zahlreiche Ausnahmen von der Steuerpflicht vorgesehen werden. Die generelle Ausklammerung dient deshalb vorwiegend der Einfachheit und der Vermeidung unnötiger Bürokratie. Trotz diesen drei Ausnahmen in den Ziffern 13, 14 und 16 sind wir mit dem Vorschlag der Kommissionsmehrheit vom System her durchaus EG-fähig. Es ist auch kaum vorstellbar, dass wir deswegen den Vorwurf einer nicht wettbewerbsneutralen Steuer gewärtigen müssen. Gastgewerbe und Coiffeure erbringen ja ihre Dienstleistungen im Inland, ohne dass sie in direkter Konkurrenz zum Ausland stehen. Das gilt selbst für den Touristen, welcher seine Destination kaum nach dem Bestand einer Mehrwertsteuer auswählt. Im übrigen gestatten die 6. und die 18. Richtlinie der EG den Mitgliedsländern bei den Dienstleistungen gewisse Ausnahmen. Machen wir heute davon wenigstens soweit Gebrauch, dass wir eine für den Souverän konsensfähige Vorlage erhalten.

Im Interesse der Vermeidung eines Scherbenhaufens bei der Volksabstimmung ersuche ich Sie aus pragmatischen Gründen, bei den Ziffern 13, 14 und 16 der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

M. Raymond: L'argument de la majorité de la commission qui ne veut pas assujettir l'hôtellerie, la restauration, les coiffeurs et les prestations des agences de voyages repose en particulier, nécessairement – M. Delalay l'a montré tout à l'heure – sur la crainte de voir refuser le projet en vote populaire, du fait de l'extension élargie du nombre des assujettis.

A mes yeux, cet argument est secondaire. De toute manière en effet, le passage de l'Ich à la TVA postule une augmentation du nombre des assujettis, ce qui constitue inévitablement un handicap pour l'obtention d'une majorité du peuple et des

cantons lors du vote du souverain. Dès lors, pour vaincre ce handicap, il faudra de toute manière offrir aux citoyens autre chose que des discours techniques relatifs à la suppression de la taxe occulte. De tels discours ne passionnent ni même n'intéressent le citoyen moyen. Il faudra donc donner à ce citoyen, à son coiffeur, à son hôtel et à son agence de voyages une raison majeure de soutenir la TVA. Cette raison majeure est la suppression, ou à tout le moins la conservation, seulement pour les nécessités de la péréquation intercantonale, de l'impôt fédéral direct.

A défaut de cette suppression ou d'une très forte réduction, le passage à la TVA est un leurre; nous n'y arriverons pas. Le nombre des secteurs économiques assujettis est tout à fait secondaire par rapport à la position qui sera prise, dans le même paquet, au sujet de l'impôt fédéral direct, de son abattement substantiel aussi bien que de sa limitation dans le temps.

C'est pour cela et dans cet esprit, c'est-à-dire en attendant que le Conseil national améliore ce que vous avez accepté jusqu'ici, que je soutiens ici la minorité de la commission.

Je précise toutefois qu'un certain nombre des assujettis à la future TVA craignent, et on ne peut tout à fait leur donner tort, l'importance des tâches administratives qui les frapperaient. C'est pourquoi je salue l'exonération des entreprises dont le chiffre d'affaires ne dépassera pas 75 000 francs, somme prévue par la commission. Mais je souhaite que le Conseil national examine aussi la possibilité d'un assujettissement forfaitaire pour les contribuables dont le chiffre d'affaires ne dépasserait pas, par exemple, 300 ou 400 000 francs. Nous vaincrons ainsi l'opposition de ceux qui craignent l'excès de l'administration résultant de l'assujettissement à la TVA.

Je le répète en terminant: l'article sur l'assujettissement des coiffeurs, des hôtels-restaurants et des agences de voyages n'est pas la disposition-clé décisive du nouveau régime financier. Le succès de ce dernier dépendra prioritairement de la compensation obtenue dans la suppression ou la forte réduction de l'impôt fédéral direct au profit de la TVA. C'est dans ces sentiments que je soutiens, à l'article 9, l'assujettissement élargi proposé par la minorité de la commission.

En revanche, je le dis d'ores et déjà, je ne pourrai approuver le projet lors du vote sur l'ensemble, compte tenu des décisions insuffisantes déjà prises dans ce conseil en ce qui concerne l'impôt fédéral direct, où vous avez refusé la limitation dans le temps et où rien n'est proposé par notre commission pour le supprimer ou le réduire.

Mme Jaggi: Tout à l'heure, M. Delalay nous a indiqué qu'il n'avait pas envie d'expliquer les raisons pour lesquelles il faudrait soumettre les prestations de l'hôtellerie, de la restauration, des coiffeurs, des esthéticiennes et des agences de voyage à une taxation à la consommation. Moi non plus, Monsieur Delalay, je n'ai pas envie d'expliquer, ni même de voter d'ailleurs, un système qui est en lui-même valable et qui forme un tout, qu'on appliquerait en chipotant, en prenant ceci, en laissant tomber cela au gré des circonstances dont le caractère corporatif – je le répète – et électoraliste – cela va de soi – est trop évident. C'est clair que «small is beautiful» mais tout de même pas à ce point-là. Toute cette argumentation relative aux petites entreprises qui seraient visées et matraquées par une TVA helvétique a un caractère sinon inutile, du moins subsidiaire, comme vient d'ailleurs de l'affirmer M. Raymond. Définitive, qui est concerné lorsqu'on a soustrait les entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à une limite fixée – ce qui est d'ailleurs toujours dangereux – en chiffres absolus dans le projet? Il s'agit de gens qui exploitent des hôtels et des restaurants en chaîne, éventuellement en groupes constitués à l'échelle internationale, de coiffeurs qui, comme l'a dit tout à l'heure M. Ducret ne sont plus des petites entreprises, notamment si ils sont implantées dans les quartiers du centre ville, d'agences de voyage qui sont des entreprises – regardez un peu les classements – dont les chiffres d'affaires s'établissent à plusieurs millions par année quand ce n'est pas, pour les plus grandes, à plusieurs dizaines ou centaines de millions. Il ne s'agit pas de ces soi-disantes petites entreprises à propos desquelles certains d'entre nous se montrent toujours si lyriques.

L'autre argument soulevé tout à l'heure se rapporte à la fraude. A ce propos, je dois dire que j'ai de la peine à vous comprendre, Monsieur Delalay. Vous avez indiqué qu'il s'agit de prestations qui sont délivrées au détail, on pourrait dire quasiment de la main à la main (évidemment comme il ne s'agit pas de marchandises et qu'on ne peut pas les toucher, ce n'est pas le cas). Cette remarque est valable pour toutes les prestations et toutes les marchandises soumises à une taxe à la consommation qui est bien entendu facturée au consommateur final. La différence entre l'ICHA et la TVA est que dans le premier cas la facturation intervient à un certain stade et, dans le deuxième, elle est appliquée à tous les niveaux de la production et de la commercialisation. Je ne vois pas pour quelles raisons les risques de fraude seraient plus élevés dans l'hôtellerie et la restauration par exemple que dans les conseils, expertises et représentations en matière juridique, financière, économique et d'organisation. Non seulement c'est un transfert au détail, mais il s'agit en plus de matières tenues discrètes. A ce propos, c'est peut-être moins difficile. Quel intérêt le prestataire final aurait-il à frauder l'impôt? Cela signifie qu'il prendrait en charge toutes les taxes qui auraient été payées antérieurement et qu'il en libérerait son client. Je ne vois véritablement pas où est son intérêt, ni sous quel prétexte il ferait ce «cadeau». Il aurait alors avantage à offrir un escompte.

La bureaucratisation est aussi un argument qui revient et qui est véritablement dépassé. Je vous mets au défi de trouver un coiffeur, fût-il petit, un de ces petits salons de village dont il a été question précédemment, qui n'ait pas au moins une caisse enregistreuse avec une comptabilité ou, désormais beaucoup plus vraisemblablement, un ordinateur personnel pour effectuer les différentes opérations. La touche TVA existe sur toutes les caisses enregistreuses et sur tous les programmes de micro-informatique. Il n'y a véritablement aucun problème et il serait faux de parler de décomptes laborieux qui nécessiteraient des nuits blanches des responsables des entreprises en question.

Ma dernière remarque se rapporte au rendement. Très grossièrement – cependant c'est une estimation qui donne des ordres de grandeur corrects dont on a encore insuffisamment parlé ici – la proposition de la majorité qui biffe les points 13, 14 et 16 de la lettre a de notre alinéa 2 rapporte un supplément de 400 millions au titre de la TVA si on incorpore ces trois types de prestations en fonction de la suggestion de la minorité, c'est-à-dire 800 millions. La logique exige que l'on soumette les points 1 à 16 à la TVA. Elle nous vaut un rendement supérieur de l'ordre de 800 millions. Tout l'heure, M. Raymond a très justement affirmé que sans compensation au titre de l'impôt fédéral direct, il n'est pas question de passer au nouveau système et encore moins de l'appliquer dans toute sa cohérence. Je dis personnellement qu'il faut l'appliquer dans sa cohérence (800 millions de plus) et effectuer un abattement en montant absolu sur bordereau au titre de l'impôt fédéral direct. C'est le seul correctif social drastique et parlant. Je vous rappelle simplement qu'un abattement de 1000 francs par bordereau de contribuable au titre de l'impôt fédéral direct revient à 600 millions à la Confédération. Je suis favorable à l'adoption des points 1 à 16 en bloc, ce qui représente 800 millions de plus au titre de la TVA dont on restitue les trois quarts au titre de l'impôt fédéral direct par abattement sur bordereau.

Frau Weber: Ich habe gestern so votiert und habe deutlich gesagt, dass ich der Meinung bin, dass man von diesen Ausnahmen absehen sollte. Man sollte im Prinzip keine Ausnahmenliste machen. Wenn ich die drei Ausnahmen, die die Mehrheit propagiert, anschau, dann muss ich auch sagen, dass diese drei Branchen doch recht willkürlich ausgesucht sind und im Grunde genommen ein kleinliches Denken dahintersteckt – auf jeden Fall ein Denken, das alles andere als mutig ist. Ich habe zwei Tage nach der Kommissionssitzung einem Bürger im Zug zugehört, der die Zeitung gelesen und sich das Communiqué der Kommission zu Gemüte geführt hat. Sein Kommentar war: Die haben ja Angst vor den Coiffeuren und den Wirten. Die Haltung, wie sie die Mehrheit vertritt, könnte uns sehr gut so ausgelegt werden.

Herr Delalay hat von «petites entreprises» gesprochen, und ich muss hier einfach noch einmal deutlich sagen: Es handelt sich bei diesen angeführten Gruppen nicht einfach um kleine Unternehmungen. Hier geht es darum, Branchen zu nennen, und in der Branche der Restaurantbetriebe beispielsweise gibt es nicht nur kleine Unternehmen. Ich denke an Mövenpick oder an andere grosse Ketten. Das gleiche gilt für die Reisebüros. Bei Kuoni, Pronto, Hotelplan oder andern Reisebüros handelt es sich um alles andere als um kleine Unternehmungen. Das gleiche gilt bei den Coiffeuren, wo es auch Coiffeurketten gibt. Die kleinen Unternehmungen, die ausgenommen und geschont werden sollen, sind berücksichtigt unter Buchstabe c Ziffer 1 und 1bis, und ich glaube, diesem Anliegen haben wir Rechnung getragen. Ich bitte Sie also dringlich, der sogenannten Minderheit zuzustimmen.

Masoni: Herr Kommissionspräsident Kündig hat sich darüber beklagt, dass in der Fahne die tatsächliche Mehrheit unter der Anzahl der sieben Aufrechten erscheint. Die Lösung auf der Fahne sollte meinem christlichen Kollegen sehr gefallen, denn sie ist eine salomonische Lösung, da sie diese sieben zwar als Minderheit aufgeführt, aber damit alle sieben miteinbezogen hat, die sich für diese Lösung ausgesprochen haben – auch diejenigen, die bei der Abstimmung nicht dabei sein konnten, aber nachher durch Erklärung an das Sekretariat der Kommission sich dafür aussprachen.

Ich glaube, das ist eine Lösung, die an sich die Transparenz begünstigt. Und dazu soll die Fahne dienen: Sie soll unsere Kollegen möglichst gut über die Verhältnisse in der Kommission informieren. Das ist dadurch erfolgt, dass man die Mehrheit als Mehrheit belassen, aber gezeigt hat, dass sich die Minderheit um weitere zwei Mitglieder vergrössert hat.

Die sogenannte Mehrheit erhofft sich von der Streichung dieser zwei Kategorien einen Vorteil für die Erlangung der Wählergunst. Ich glaube, die schweizerischen Parteien haben bei kleinen Coiffeuren und Restaurateuren einen gleichen Anteil. Alle hätten wahrscheinlich das Interesse, da entgegengzukommen, wenn sie nur in dieser Kategorie denken würden.

Aber was wollen wir? Wir wollen versuchen, ein System aufzubauen, das eine Grundlage für die Steuer des nächsten Jahrhunderts, sogar des nächsten Jahrtausends ist. Es muss ein weitreichendes System sein. In dieser Hinsicht hat es viel mehr Sinn – wie es der Kommission auch gelungen ist durchzusetzen –, dass man zu gleichen Bedingungen auch andere kleinere Gewerbe, nicht nur Coiffeure und Gastgewerbe, von der Steuer ausschliesst. Das wird bei Buchstabe c Ziffer 1bis mit der Aufhebung der Steuer geregelt, sofern der Steuerbetrag nach Abzug der Vorsteuer 4000 Franken nicht übersteigt. Durch diese Massnahmen erlangt man eine Erleichterung bei allen, die in gleichen Verhältnissen sind, seien es Coiffeure, Gastgewerbe oder andere kleine Gewerbe. Das scheint die richtigere Massnahme, die grosszügigere, diejenige, die im System liegt, nicht eine partikularistische, nicht eine, die nur auf eine einzelne Kategorie gerichtet ist.

Was ist der Nachteil einer Massnahme, die nur diese zwei Kategorien nennt? Der Nachteil liegt darin, dass die anderen dann nicht mehr überzeugt sind, dass sie das Opfer der Mehrwertsteuer auf sich nehmen sollten. Wir sollten eine Reform durchsetzen, bei der alle mit Ueberzeugung mitmachen können. Ich glaube, die Lösung der sogenannten Minderheit ist in dieser Hinsicht die beste. Man wendet auch ein, dass die Variante der sogenannten Mehrheit nur 42 700 Steuerpflichtige mehr gegenüber dem heutigen Niveau aufweist, während es bei der Kommissionsminderheit 73 600 mehr wären. Es geht also um eine Differenz von 31 000 Steuerpflichtigen. Aber in der Tat werden sich diese Differenzen verflachen. Warum? Weil wir alle wissen, dass nach dem neuen System viele Gewerbe Interesse daran haben werden, auch wenn sie nicht steuerpflichtig sind, freiwillig in die Vorsteuer zu kommen. Diese Vorsteuer ist auch die Gunst für die kleinen Gewerbe, für Coiffeure und für das Gastgewerbe. Auch dort wird die Vorsteuer zum Abzug gelangen, so dass Vorsteuerabzug einerseits und Befreiung oder Erleichterung andererseits als allge-

meine Massnahme diesem Vorzug für zwei Kategorien auch vom Standpunkt der Wählergunst vorzuziehen sind. In diesem Sinne empfehle ich Ihnen, der Minderheit zuzustimmen.

Bundesrat Stich: Sie haben sich grundsätzlich für die Mehrwertsteuer ausgesprochen. Dann ist es sicher richtig, wenn Sie konsequent sind, wenn Sie auch diese vier grossen Gruppen unterstellen (Hotellerie, Gastgewerbe, Coiffeure, Reisebüros). Das ist nicht nur eine Frage der EG-Richtlinie. Diese Gruppen sind jedenfalls in der EG überall besteuert, auch wenn es sonst vielleicht bei den Dienstleistungen andere Ausnahmen gibt. Letztlich müssen Sie das tun, weil sonst diese Vorlage von vornherein nicht genügend ist, um die zukünftigen Aufgaben zu erledigen.

Man hat gesagt, diese Vorlage bringe 800 Millionen Franken mehr. Das mag richtig sein. Es kann etwas mehr oder etwas weniger sein. Es ist heute nicht ganz einfach, das vorauszusagen, denn letztlich werden jetzt die Investitionen befreit. Exakt abzuschätzen, was das im einzelnen ausmacht, ist nicht ganz einfach.

Ich habe Ihnen aber bereits gesagt, dass Steuerausfälle auch andernorts entstehen können. Wenn Sie der Mehrheit folgen, gibt es nachher keine Flexibilität mehr. Der Bundesrat hat ja diese vier Gruppen auch nicht besteuern wollen. Das ist sachlich richtig. Aber wir haben vorgesehen, dass die Mehrwertsteuer auf dem Wege der Gesetzgebung eingeführt werden kann und dass auf dem Wege der Gesetzgebung diese Gruppen später herangezogen werden können. Wenn Sie sie heute bei der Mehrwertsteuer streichen, braucht es, um sie zu unterstellen, wieder eine Verfassungsänderung; die können Sie vermutlich gerade dann in Angriff nehmen, wenn über diese Vorlage entschieden ist, weil die Anforderungen an den Haushalt steigen. Sie müssen dafür sorgen, dass jetzt schon ein grösserer Steuerertrag hereinkommt.

Dann gibt es noch einen anderen Grund: Wenn Sie diese Gruppen der Steuer nicht unterstellen, haben Sie überhaupt keinen Grund, die Mehrwertsteuer einzuführen. Für den Rest ist es nur kompliziert; nur, wenn wir auch diese Gruppen besteuern, ist die Mehrwertsteuer das angemessene System. Ohne diese Gruppen können Sie auf die Mehrwertsteuer verzichten. Sie ersparen uns viel Administration. Es ist ein Irrtum zu glauben, dass die Mehrwertsteuer administrativ einfacher zu handhaben sei als die heutige Warenumsatzsteuer.

Heute müssen wir im Prinzip keine Warenumsatzsteuer zurückerstatten. Wenn wir die Mehrwertsteuer haben, müssen wir selbstverständlich unter Umständen Vorsteuerbelastungen zurückerstatten, die höher sind als die Belastungen der nachfolgenden Stufe. Wir werden auch ein bedeutend intensiveres Kontrollsystem einführen müssen.

Sie wissen, dass wir heute relativ lange Zeitspannen haben für die Kontrolle der einzelnen Steuerpflichtigen, vielleicht zu lange, weil wir zu wenige Steuerbeamte haben. Aber wenn wir so weit kommen, dass wir Geld zurückzahlen, dass wir Geld ausgeben, müssen wir dafür sorgen, dass die Kontrollen innerhalb der Verjährungsfristen durchgeführt werden. Das ist nicht mehr anders möglich, wenn nicht dem Missbrauch Tür und Tor geöffnet werden soll.

Ich bitte Sie, konsequent zu sein und für eine umfassende Mehrwertsteuer zu votieren. Nur dann hat Ihr vorheriger Beschluss einen Sinn gehabt.

Kündig, Berichterstatter: Nachdem die Diskussion über die Ziffern 13, 14 und 16 geführt wurde und ich die Begründung zu den Ziffern 14 und 16 nicht abgegeben habe, erlaube ich mir, hierzu noch einige Bemerkungen zu machen.

Zu Ziffer 14 (Leistungen der Coiffeure) lässt sich ähnliches aussagen wie bei der Begründung der Restaurationsbetriebe. Hier steht aber im besonderen die Kleinheit der Betriebe im Vordergrund. Wir kommen mit den Coiffeuren zu einer sehr grossen Zahl von Steuerpflichtigen mit geringer innerer Wertschöpfung und mit einer klaren Ausrichtung auf Lieferung an die Endverbraucher. Hier unterbrechen wir also die Steuerkette in keinem Fall, sondern führen eine Steuer ein, die zu einer namhaften Belastung führt. Was aber bei den Coiffeuren

ganz besonders ins Gewicht fällt, ist die massive Konkurrenz – die heute schon existiert – zu den sogenannten nebenberuflichen Coiffeuren, also zu den Feierabend- oder Etagegeschäften, die nicht unter den Begriff des eigentlichen Betriebs fallen und steuerlich mit Sicherheit weder von der Warenumsatzsteuer, noch von der Mehrwertsteuer, noch von der Staatssteuer überhaupt betroffen werden.

Hier gilt es auch, eine Bemerkung zu machen zur Hoffnung, dass man die Steuerfreigrenze, die heute im Buchstaben c umschrieben ist, mit 75 000 Franken wesentlich erhöhen könnte. Diese Steuerfreigrenze ist heute schon im Vergleich zu den anderen europäischen Staaten hoch. Sie ist die höchste, die in Europa angewandt wird. Wir müssen eines sehen: Wenn wir diese weiter erhöhen – z. B. zur Idealvorstellung von 300 000 Franken – führt das zu namhaften Verzerrungen im Wettbewerb. Denn derjenige, der über dieser Stufe liegt, hat die entsprechenden Vorsteuerabzüge zwar zu verwerfen, hat aber die Endbelastung zu tragen.

Wenn Sie nun davon ausgehen, dass Sie eine Wertschöpfung von 50 Prozent und einen Umsatz von knapp unter 300 000 Franken haben, liegt Ihr Einkommensvorteil aus der Steuerveränderung bei über 10 000 Franken, was für solche Unternehmungen einen namhaften Betrag ausmacht.

Ich möchte also davor warnen zu glauben, man könne das Glück in der Befreiung der Kleinbetriebe suchen. Es geht hier mehr um die Frage der Berücksichtigung gewisser Branchen. Zu den Reisebüros: Bei den Reisebüros spricht man – wie dies Frau Weber gemacht hat – von einigen wenigen grossen und vergisst dabei, dass wir über das ganze Land verstreut Tausende von kleinen, selbständigen Agenturen haben, die unabhängig sind von den grossen Verteilern.

Die Wertschöpfung dieser selbständigen Unternehmer ist äusserst gering, im Mittel zwischen 10 und 20 Prozent.

Wenn wir nun davon ausgehen, dass der grösste Teil eigentlich ein Angebot von Auslandsreisen ist, dann müssen wir feststellen, dass der Import dieser Dienstleistungen besteuert werden muss und verrechnet werden kann, so dass der Ertrag aus der Eigenproduktion dieser Reisebüros sehr gering sein könnte.

Wenn Herr Ducret die Meinung vertritt, dass man die Reisebüros belasten sollte, dann müsste er aus Konsequenzgründen die Wirte entlasten, damit mindestens dort ein besseres Verhältnis zur Konkurrenz bestünde.

Ich möchte Ihnen beantragen, dieser Vorlage zuzustimmen. Ich zweifle daran, dass sich Gewerbetreibende, wie Herr Masoni dies erwähnt hat, freiwillig der Mehrwertsteuer unterstellen werden, denn mit Ausnahme von gewissen Branchen im Detailhandel müsste der Vorsteuerabzug immer kleiner sein als die nachherige Steuerbelastung. Diese Hoffnung, Herr Masoni, teile ich nicht.

Mme Jaggi: Un mot pour ne pas laisser sans réplique une des affirmations que vient de faire M. Kündig qui a parlé de la concurrence que font aux salons de coiffure des coiffeurs qui travaillent dans des appartements et le soir à temps partiel. S'il s'agit de prestations accordées en dehors des circuits normaux du marché, il ne faut pas oublier d'autres secteurs pour lesquels cela a une autre importance commerciale, je pense notamment au domaine de la construction, du second oeuvre, et de la réparation, etc. dont vous n'avez pas dit un mot alors qu'ils sont soumis aux normes contenues aux chiffres 2 et 7.

Ziff. 13 – Ch. 13

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit
Für den Antrag der Mehrheit

23 Stimmen
16 Stimmen

Ziff. 14 – Ch. 14

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit
Für den Antrag der Mehrheit

26 Stimmen
11 Stimmen

Ziff. 16 – Ch. 16

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit 26 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit 7 Stimmen

Bst. b – Let. b

Kündig, Berichterstatter: In Litera b wird «der Bezug von Erzeugnissen der inländischen Urproduktion» gestrichen. Diese Einfügung erübrigt sich im Mehrwertsteuersystem, da ja die Steuer auf den Endprodukten erhoben wird.

Angenommen – Adopté

Bst. c Ziff. 1 – Let. c ch. 1

Kündig, Berichterstatter: In Litera c wird «für Unternehmen, die ausschliesslich den Detailhandel mit neuen Waren betreiben» gestrichen.

Anstelle dessen wird eine neue Regelung getroffen, die nicht den Bundesrat ermächtigt, Ausnahmen für den Detailhandel vorzunehmen, sondern bereits in den Verfassungsartikel eine andere Berücksichtigung des Detailhandels aufnehmen will. Sie sehen diese Aenderung im Absatz 1bis, in dem ein Jahresumsatz bis zu 250 000 Franken von der Steuerpflicht ausgenommen wird, bei einem Vorsteuerabzug bis zu 4000 Franken jährlich.

Angenommen – Adopté

Bst. c Ziff. 1bis – Let. c ch. 1bis

Angenommen – Adopté

Bst. c Ziff. 2, 3, 5 – Let. c ch. 2, 3, 5

Angenommen – Adopté

Bst. c Ziff. 4 – Let. c ch. 4

Kündig, Berichterstatter: Die Kommission beschloss, die Steuerbefreiung der Tierärzte und Tierspitäler zu streichen. Dafür sprechen zwei Gründe:

1. Der Anteil der Urproduktion an den Bezügen der erwähnten Berufsgruppen ist stark im Abnehmen.
 2. Die meisten Tierpraxen befinden sich heute in Städten.
- Aus diesen Gründen beantragt die Kommission die Streichung der Ziffer 4.

Angenommen – Adopté

Bst. d – Let. d

Kündig, Berichterstatter: Zu Ziffer 1 und Ziffer 4: Die Streichung der Ziffer 1 wird notwendig, da darin die bisherigen Bezüge der Steuergrossisten umschrieben waren. Die Mehrwertsteuer kennt keine Steuergrossisten mehr. In Ziffer 4 wie in Ziffer 1 muss aufgrund der Umstellung von der Warenumsatzsteuer auf die Mehrwertsteuer der Steuergrossist wegfallen.

Angenommen – Adopté

Bst. e – Let. e

Kündig, Berichterstatter: Bedingt durch die Ermöglichung des Vorsteuerabzuges würde sich eine negative Steuerbelastung auf Produkten des täglichen Bedarfs ergeben. Die Studien zu den Steuervorlagen 1977 und 1979 haben ergeben, dass die Vorsteuerbelastung bei zirka 1,5 bis 2 Prozent liegt. Durch die steuerliche Belastung dieser Produktgruppen wird das Steuersystem nicht unterbrochen. Die Vorsteuerbelastung kann dadurch wieder verrechnet werden. Würden diese Produkte steuerbefreit, müsste man das Anrecht auf Steuerrückforderung eliminieren.

In Ziffer 2 ist der bisherige Steuersatz verankert. In der Verfassung ist der Höchstsatz von 6,2 Prozent verankert, hier der Normalsatz von 2,6 Prozent.

Angenommen – Adopté

Bst. f, fbis – Let. f, fbis

Kündig, Berichterstatter: Bei Litera f handelt es sich um eine mehrwertsteuerkonforme Verrechnungstechnik, die übrigens als einzige im neuen System den Vorsteuerabzug regelt. Damit ist klar, dass es sich um eine Steuer mit Vorsteuerabzug handelt.

Angenommen – Adopté

Bst. g, h, i – Let. g, h, i

Kündig, Berichterstatter: Bei Buchstabe g handelt es sich um eine Anpassung an die Mehrwertsteuer, weil die Vorsteuer erwähnt werden muss.

Bei Buchstabe h sollte aufgrund des EG-Rechtes die Ausnahme für die Einfuhr von Münzen und Briefmarken nicht mehr aufrechterhalten werden. Aufgrund eines Bundesgerichtsentscheides sind die Briefmarkenhändler heute steuerpflichtig. Diese Regelung sollte nun nicht nach einigen Monaten wieder zurückbuchstabiert werden.

Angenommen – Adopté

Art. 9 Abs. 3

Antrag der Kommission

.... nach deren Inkrafttreten den Vorsteuerabzug für Anlagegüter einschränken.

Art. 9 al. 3

Proposition de la commission

.... à compter de l'entrée en vigueur du nouveau régime, la déduction de l'impôt préalable grevant les biens d'investissement.

Kündig, Berichterstatter: Dies ist eine Anpassung an die Mehrwertsteuer.

Angenommen – Adopté

Art. 9bis (neu), 9ter (neu), 16, Ziff. III, IV

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 9bis (nouveau), 9ter (nouveau), 16, ch. III, IV

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

GesamtAbstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 29 Stimmen
Dagegen 4 Stimmen

Ad 89.041

Motion der Kommissionsminderheit

(Masoni, Ducret, Flückiger, Gautier)

Direkte Bundessteuer. Herabsetzung

Motion de la minorité de la commission

(Masoni, Ducret, Flückiger, Gautier)

Impôt fédéral direct. Réduction

Wortlaut der Motion vom 14. Mai 1990

Der Bundesrat wird beauftragt, bereits dem zweiten Rat vor Behandlung der Vorlage eine bedeutende Herabsetzung der

direkten Bundessteuer, insbesondere für natürliche Personen, unter Aufrechterhaltung der direkten Kantonsteile und der interkantonalen Ausgleichsteile in der heutigen Grösse, vorzuschlagen.

Texte de la motion du 14 mai 1990

Le Conseil fédéral est chargé de proposer à la deuxième Chambre, avant qu'elle ne traite l'objet, une réduction importante de l'impôt fédéral direct, notamment pour les personnes physiques, tout en conservant à leur niveau les quote-parts directes des cantons et leurs parts à la péréquation financière intercantonale.

Kündig, Berichterstatter: Bevor ich zur Motion der Kommissionsminderheit komme, darf ich noch beantragen, dass im Anschluss an die Gesamtabstimmung die Postulate und Motionen abgeschrieben werden.

Die Motion, wie sie heute vorliegt, ist in der Kommission nicht besprochen worden. Die Kommission hat lange über die Frage der Aufhebung der direkten Bundessteuer diskutiert. Dabei wurde der Wunsch sichtbar, dass die Rechtsaufteilung – dem Bund die indirekten Steuern und den Kantonen und Gemeinden die direkten Steuern – mittelfristig anzugehen ist. Es wurde einerseits die Schwierigkeit der abrupten Anpassung der Steuersysteme sichtbar, aber auch die Abkehr vom heutigen Kantonsentwurf an der direkten Bundessteuer wie auch die Finanzierung des Finanzausgleichs zwischen den Kantonen, die auf eine andere Ebene gestellt werden müssen.

Der Kommission lag ein Entwurf zu einem Motionstext vor, der die direkte Bundessteuer für natürliche Personen aufheben wollte, nicht aber die Steuerpflicht für juristische Personen.

Der jetzt vorliegende Motionstext entspricht nicht mehr der diskutierten Vorlage. Ich kann deshalb im Namen der Kommission keine Stellungnahme abgeben und möchte Sie bitten, Herr Präsident, dem Antragsteller, Herrn Masoni, zur Begründung das Wort zu erteilen.

Masoni, Sprecher der Minderheit: Ich habe zuerst in der Kommission versucht, die Meinungen der Kollegen zum Ausdruck zu bringen, die alle mehr oder weniger erklärten: Damit diese Mehrwertsteuer von Volk und Ständen angenommen werde, brauche es bei den direkten Steuern entweder die Aufhebung oder eine bedeutende Herabsetzung.

Ich habe zuerst versucht, die Aufhebung durchzubringen, bin aber in der Kommission nicht durchgedrungen. Ich habe dann versucht, auf eine Reduktion der Gesamtsteuer hinzuwirken, in der Art der amerikanischen Steuerreduktion, auf ein Maximum von 30 Prozent der Einkommen. Das war deshalb kompliziert, weil man natürlich alle Widerstände der Kantone in der Kommission vorgebracht hat. Der Herr Bundesrat ist diesbezüglich besonders tüchtig. Er weiss auch, diese Widerstände der Kantone zu seinen Gunsten zu mobilisieren. Er war bezüglich des Gegenstandes der Motion nicht sehr informationsreich, und leider wollte die Kommission diese ablehnende Mauer des Departementes auch nicht durchdringen, so dass wir uns am Ende auf diese Motion für eine bedeutende lineare Herabsetzung der Bundessteuer beschränken mussten. Die Motion wurde zwar noch während der Sitzung eingereicht, aber die Kommission hatte praktisch die Lösung schon beschlossen, so dass es vielleicht nicht schlecht war, dass die Kommission darüber nicht befunden hat. So ist die Kommission frei.

Jeder von Ihnen muss klar sehen: Im neuen Steuersystem wird die Mehrwertsteuer nach europäischem Muster, aber mit helvetischem Satz, die Hauptrolle spielen. Wir werden durch die Mehrwertsteuer genügend Mittel erhalten. Wir wollen nicht zu viele, aber wir werden dem Bunde genügend Mittel geben. Wollen wir die Lage zementieren, die heute in der Schweiz besteht, dass nämlich drei Viertel der Steuern aus direkten Bundessteuern bzw. Gemeinde- oder Kantonssteuern bestehen, und nur ein Viertel aus indirekten Steuern besteht? Das ist genau das Gegenteil dessen, was in den umliegenden Ländern geschieht.

Wir müssen uns dieser Entwicklung öffnen. Diese Entwicklung geht in Richtung des Gleichgewichtes oder sogar eines

Uebergewichtes der indirekten gegenüber den direkten Steuern.

Früher hat man gesagt, das sei nicht sozial. Heute erkennt man, dass dadurch, dass die indirekte Steuer die Oberhand erhält, die Leute die bessere Kontrolle haben über das, was sie ausgeben, dass die Ausgaben viel grösser sind in höheren Kategorien, weil sie gezwungen sind, gewisse Ausgaben zu tätigen. Dadurch, dass man die Ausgaben praktisch unter Steuer setzt, hat man eine gewisse Besteuerung des Konsums. Das ist eine Richtung, die auch modern ist: mehr den Konsum als die Tätigkeit zu drosseln, d. h. zu besteuern, aber den Leuten eine gewisse Kontrolle über den Konsum zu geben. Wenn der Konsum etwas teurer ist, werden sich die Leute dabei etwas mehr kontrollieren.

Aber damit diese Richtung sich durchsetzt und damit zugleich die Mehrwertsteuer Chancen hat, angenommen zu werden, muss man bereits in diese Richtung gehen.

Die Motion will, dass im Zweitrat bereits ein Antrag vorliegt, bevor sich die Nationalräte mit der Mehrwertsteuer befassen haben. Das Departement ist sehr tüchtig, nicht nur der Departementschef, auch seine Stellen; sie sind sicher imstande, bald einen eigenen, vernünftigen und praktikablen Antrag zu unterbreiten.

Mit diesem Antrag hätten wir das richtige Zeichen für das neue Steuersystem des nächsten Jahrtausends oder mindestens, bescheidenerweise, der nächsten Jahrzehnte gegeben.

Ich empfehle Ihnen, die Motion zu unterstützen.

Küchler: Nach Abwägen der Pro- und Kontra-Argumente möchte ich mich gegen die Motion der Kommissionsminderheit aussprechen. Zwar ist die Reduktion der direkten Bundessteuer, Herr Kollege Masoni, ein Anliegen, das bei rein persönlicher Betrachtungsweise eigentlich vorbehaltlos unterstützt werden müsste. Selbst in unserem Rat würde sich wohl jeder Mann über einen finanziellen Zustupf dieser Art erfreuen. Abgesehen von dieser rein subjektiven Betrachtungsweise lassen sich zweifelsohne auch objektive Argumente auflisten – wie wir eben gehört haben –, die für die Unterstützung der Motion sprechen würden.

Aber ein Blick auf das nationale und internationale finanzpolitische Umfeld drängt uns ein anderes Vorgehen auf. Wir beraten nämlich zurzeit im Parlament verschiedene Finanzpakete, die längst überfällig und spruchreif sind, heute beispielsweise die Realisierung der Mehrwertsteuer als neue Form der Konsumbelastung, bereinigt von jeglicher Taxe occulte und von weiteren Nachteilen der heutigen Warenumsatzsteuer. Dann liegt beim Zweitrat die Revision der Stempelabgaben. Und erst, wenn all diese Vorhaben unter Dach und Fach sind, sollten wir auf die Realisierung weiterer notwendiger Massnahmen lossteuern. Dabei wird, wie es die Motionäre anstreben, zweifellos eine Streckung der Tarife für natürliche Personen im Vordergrund stehen. Das ist ein begründetes Anliegen.

Allerdings darf eine Reduktion der direkten Bundessteuer nicht nur unter dem nationalen Blickwinkel betrachtet werden, sondern es bedarf darüber hinaus einer genaueren, umfassenderen Beobachtung der gesamten steuerpolitischen Landschaft rund um die Schweiz herum. Dabei wird sofort ersichtlich, dass wir vermutlich noch in anderen, in weiteren Bereichen werden deregulieren müssen, so auch bei den juristischen Personen. Das könnte sich früher oder später sogar als ein Gebot der Wettbewerbsstärkung unserer Wirtschaft erweisen. Was unter diesem breiteren Gesichtsfeld konkret zu verwirklichen ist, gilt es erst nach definitivem Abschluss der Bundesfinanzreform vertieft zu überprüfen, bevor man sich auf ein einzelnes Segment, Herr Kollege Masoni, versteift, wie dies in der Motion angestrebt wird.

Ein Letztes: Wir befinden uns in der Endphase des Differenzbereinigungsverfahrens beim direkten Bundessteuergesetz. Nachdem wir nun jahrelang um eine Lösung gerungen haben, wäre es im heutigen Zeitpunkt wenig sinnvoll, durch diese Motion der Kommissionsminderheit den bevorstehenden, ich meine sogar, den unmittelbar bevorstehenden Abschluss der langjährigen Revisionsarbeit weiter auf unbestimmte Zeit hinauszuschieben.

Aus all diesen Gründen ersuche ich Sie, der Motion keine Folge zu geben.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie ebenfalls, diese Motion abzulehnen. Ich glaube nicht, dass es zweckmässig ist, die Bundessteuer jetzt kurzfristig zu reduzieren. Dazu müsste ein breites Vernehmlassungsverfahren durchgeführt werden, selbst wenn man wüsste, wieviel und was man tun möchte.

Ich will mich dazu nicht länger äussern. Es ist aber im parlamentarischen System nicht üblich, dass ein Rat dem anderen Rat einen Auftrag erteilt, etwas zu vollziehen. Wenn Sie diese Steuern hätten reduzieren wollen, hätten Sie diese Anträge selber stellen müssen. Das haben Sie zwar in der Kommission gemacht, aber ohne Erfolg. Deshalb sollte man die Sache nicht noch überflüssigerweise in den Nationalrat ziehen.

Masoni: Ich gestatte mir, auf die vorgebrachten Argumente kurz einzugehen. Ich bin froh, dass der Weg über die Herabsetzung der direkten Bundessteuer von Kollege Kuchler als allgemeine Richtung anerkannt wird. Das erleichtert mir ein bisschen die Aufgabe. Ich habe nichts gegen einen frontalen Widerstand, obschon dieser von der breiten Stirne des Finanzministers kommt. Aber ich befasse mich mit dem parlamentarischen Widerstand, der nur eine Zeitfrage ist.

Ich wäre mit Ihnen einig, dass es sich nicht lohnen würde, jetzt darüber zu befinden, um kurzfristig und rasch etwas in die Wege zu leiten. Aber was wollen wir? Wir wollen, dass mit der Mehrwertsteuerreform, die 1994 in Kraft zu treten hätte, zugleich auch die Herabsetzung der direkten Bundessteuer beantragt werden kann. Damit hätte die Mehrwertsteuerreform eine grosse Chance, angenommen zu werden. Wir sehen, dass laut den Berechnungen des Departementes sogar die gänzliche Abschaffung der direkten Bundessteuer mit sehr annehmbaren Sätzen möglich wäre. Das wäre gegenüber der Variante, die wir jetzt beschlossen haben, die breitere Mehrwertsteuer und mit einer Erhöhung der Sätze auf 9,6 bzw. 2,9 Prozent für die heutige Freiliste möglich.

Dagegen wäre die Abschaffung der direkten Bundessteuer für die natürlichen Personen allein mit einem Satz von 8,5 Prozent bzw. 2,5 Prozent möglich. Sie sehen, dass eine Herabsetzung mit einem viel kleineren Satz möglich sein wird, so dass die Möglichkeit im Rahmen des Erreichbaren liegt. Aber wichtig scheint mir zu sehen, dass wir durch die Initiative auf gänzliche Abschaffung der Bundessteuer mit dem Problem bald konfrontiert sein werden. Wenn wir gerade jetzt, zusammen mit der Mehrwertsteuer, diese Herabsetzung der direkten Bundessteuer vorbereiten – das ist der Sinn des Antrages –, haben wir eine Waffe in der Hand sowohl für die Annahme der Mehrwertsteuer in Volk und Ständen als auch für die Ablehnung der Initiative auf Abschaffung. Wir hätten eine Waffe in der Hand, diesen Anträgen ein vernünftiges, ausgeglichenes Steuersystem entgegenzusetzen.

Im übrigen: Die Motion ist kein Auftrag an den anderen Rat. Sie ist ein Auftrag an den Bundesrat. Der Bundesrat hat uns diesen Mauerwiderstand errichtet. Es ist Zeit, diese Mauern jetzt zu durchbrechen. Wir wollen nicht nur die Ost-Mauer, sondern mit der Motion wenn möglich auch einmal die Mauer dieses Widerstandes durchbrechen.

Bundesrat Stich: Ich habe nicht viel beizufügen. Nur soviel: Ich erledige nicht gerne überflüssige Arbeiten. Ich bin eigentlich von Natur aus faul. Ich habe Freude am Leben und mache deshalb nichts, was nicht sehr sinnvoll erscheint – und diese Aufgabe ist nicht sinnvoll.

Abstimmung – Vote

Für Ueberweisung der Motion	8 Stimmen
Dagegen	23 Stimmen

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates
Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Seite 1 der Botschaft

Proposition du Conseil fédéral
Classer les interventions parlementaires
selon la page 1 du message

Angenommen – Adopté

An den Nationalrat – Au Conseil national

87.036

Rettung unserer Gewässer. Volksinitiative und Gewässerschutzgesetz. Revision

**Sauvegarde de nos eaux.
Initiative populaire
et loi sur la protection des eaux.
Révision**

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 398 hiervoor – Voir page 398 ci-devant

Differenzen (Fortsetzung) – Divergences (suite)

Art. 75 Ziff. 6

Antrag der Kommission

Art. 22 Abs. 3 – 6 (neu)

Mehrheit

Streichen

Minderheit

(Rhinow, Iten, Onken)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag Jagmetti

Art. 22 Abs. 3 – 6 (neu)

Abs. 3

Der Bund leistet an die betroffenen Gemeinwesen Ausgleichsbeiträge zur angemessenen Abgeltung entgangener Wasserzinse, sofern diese Einbussen eine Folge der Erhaltung und dauernden Unterschutzstellung von schützenswerten Landschaften von nationaler Bedeutung sind.

Abs. 4

Bei der Festsetzung der Abgeltung wird die Finanzkraft der betroffenen Gemeinwesen berücksichtigt. (Gemäss Beschluss des Nationalrates)

Abs. 5

Streichen

Abs. 6

Der Bundesrat regelt die Ausgestaltung der Ausgleichsbeiträge.

Antrag Meier Josi

Art. 22 Abs. 3, 4 (neu)

Abs. 3

Der Bund kann den betroffenen Gemeinwesen Ausgleichsbeiträge zur Abgeltung erheblicher Einbussen der Wassernutzung ausrichten, sofern diese Einbussen eine Folge der Erhaltung und Unterschutzstellung schützenswerter Landschaften von nationaler Bedeutung sind.

Abs. 4

Bei der Festsetzung der Abgeltung wird die Finanzkraft des betroffenen Gemeinwesens berücksichtigt. (Gemäss Beschluss des Nationalrates)

Art. 75 ch. 6

Proposition de la commission

Art. 22 al. 3 – 6 (nouveau)

Neue Finanzordnung

Nouveau régime financier

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.041
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.06.1990 - 08:00
Date	
Data	
Seite	445-463
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 915

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.